

## **Le Monde d'après la Covid : Traces, Scénarios, Questions**

La SFdP a entrepris, depuis la survenue de la pandémie de la Covid 19, un exercice de prospective sur les conséquences qu'elle aurait sur la communauté mondiale, et la société française plus particulièrement.

Il en est résulté trois documents publiés au fil du développement de la pandémie, documents qui se complètent les uns les autres :

- Un premier document, publié en mai 2020, recense les traces possibles que pourrait laisser la pandémie dans divers domaines : sanitaire, économique, social, politique, géopolitique, anthropologique, etc.
- Un deuxième document, publié en octobre 2020, présente divers scénarios suivant la durée de la pandémie, l'efficacité des plans mis en œuvre par les gouvernements, l'arrivée de vaccins, les comportements des populations, etc.
- Un troisième document, rédigé en janvier 2021, dresse les principaux constats que l'on pouvait faire sur les effets de la pandémie sur la communauté mondiale, après un an, et les questions essentielles que l'on pouvait se poser, plus particulièrement pour la société française.

Ces trois documents sont rassemblés dans ce texte. De par la façon dont a été conduit l'exercice, il y a nécessairement des chevauchements et des redondances entre les documents. Il apparaît utile, néanmoins, de les présenter tels quels, à ce stade.

*Ces documents ont été rédigés par Jean-Éric Aubert (président de la SFdP), Christine Afriat et Jacques Theys (vice-présidents).*

13 mai 2020

## PROSPECTIVE POST PANDÉMIE : A QUOI PEUT RESSEMBLER LE MONDE D'APRÈS ?

### Une contribution de la Société Française de Prospective<sup>1</sup>

#### Résumé

*Ce document est une contribution de la SFdP aux très nombreuses réflexions qui se sont développées en France et à l'international face à la catastrophe du coronavirus. Basé sur une synthèse limitée des informations et idées publiées dans les médias, ce texte se concentre sur « le monde d'après ». Il s'agit d'un document appelé à être développé et à évoluer en fonction des commentaires et compléments envoyés par les membres de la SFdP et tout lecteur intéressé par ce texte.*

*Après une introduction positionnant le choc de la pandémie comme inducteur d'une possible bifurcation pour la société humaine (section 1), sont identifiés plusieurs traits qui semblent structurants pour l'avenir : une humanité troublée par sa vulnérabilité (2) ; des pouvoirs redistribués, avec un retour de l'État-nation, non exempt de tendances autoritaires et des contestations en réaction (3) ; des économies appauvries, endettées, et en recherche de nouveaux modes de régulation (4) ; l'expérimentation de nouveaux modes de vie et systèmes de valeurs (5) ; un réaménagement de la scène géopolitique mondiale (6). La conclusion revient sur les multiples crises qui se profilent et les limites des capacités d'adaptation des sociétés (7).*

*Des points de vue plus détaillés sur la France figurent dans des encarts.*

---

<sup>1</sup> Note rédigée par Jean-Eric Aubert (président), Christine Afriat et Jacques Theys (vice-présidents), avec des apports de Francine Depras, Thierry Gaudin, Pierre Lefèvre et François Rousseau (administrateurs).

La mort, sinon la peur de la mort, a envahi la planète – voir [encart 1](#). La priorité donnée à la santé a arrêté la marche de l'économie partout dans le monde. C'est la première fois dans son histoire qu'un tel évènement se produit.

La mort transforme les esprits. Elle ébranle les consciences. Ce sont ces ébranlements – de nature anthropologique au sens le plus fort du terme -- qui vont induire les évolutions au long cours de l'humanité.

Dans son « *Essai sur le don* », Marcel Mauss avait inventé le terme de « fait social total ». Pour Etienne Klein<sup>2</sup>, la pandémie en cours représente davantage encore : c'est un « fait mondial total », puisqu'elle concerne l'humanité tout entière. Elle touche tout le monde, directement ou indirectement, et chacun a quelque chose à en dire.

Peut-être les mouvements qui émergent aujourd'hui se dissiperont ils lorsqu'on retrouvera progressivement le monde d'avant la catastrophe ? On peut en douter tant le choc est violent et inédit. On peut penser aussi que plus la période de cohabitation avec le virus sera longue et difficile (par exemple, avec des re-confinements), plus les ébranlements, et les mutations qui les accompagnent, seront profonds et durables.

#### Encart 1 -- Létalité et mortalité du virus

Sur la létalité (nombre de morts rapportés au nombre de personnes infectées) et la mortalité (nombre de morts rapporté à la population), les estimations varient. Il est difficile de répondre car on ne connaît pas très précisément ni le nombre de personnes contaminées (faute de tests systématiques), ni même le nombre des morts (plus important que les statistiques publiées -- qui dans beaucoup de pays n'intègrent que les morts en hôpital). Il y a les chiffres officiels : plus de 4 millions de contaminés et plus de 280.000 morts au 10 mai 2020. Il y a aussi des estimations scientifiques très divergentes et le taux de létalité varie beaucoup suivant les régions et les pays. Selon l'estimation de l'OMS donnée début mars, il était de 3,4% au niveau mondial. Dans Les rares cas où l'on a pu faire des tests systématiques, par exemple sur les bateaux qui étaient touchés par le virus, la létalité a pu être estimée entre 0, 5 et 1%.

Le plus important est qu'il faut distinguer ce qui se serait passé sans confinement et avec confinement. L'Imperial College (Neil Ferguson) a estimé que, sans confinement ni dépistage précoce, il y aurait eu entre 30 et 40 millions de morts dans le monde à la fin de la contagion. Pour la France un chiffre de 200.000 victimes potentielles est évoqué. On est donc, en termes de risque, dans des ordres de grandeurs qui ne sont pas très éloignés de la pandémie de la « Grippe espagnole », qui avait tué environ 50 millions de personnes en 1918-19.

Ces données peuvent donner lieu d'une part à un jugement confirmant la gravité de la pandémie, et d'autre part à un jugement la relativisant puisqu'elle a été jusqu'à présent contenue grâce au confinement, et qu'elle n'est pas très létale (comparée à d'autres pandémies). Ce qui justifie, pour certains, que l'on puisse dire que c'est plus la peur de la mort que la mort qui a envahi la planète.

### **1. Une grande bifurcation dans l'histoire humaine ?**

---

<sup>2</sup> *Up Magazine*, 30 avril 2020

## Trois transitions

L'avenir semble pouvoir se décomposer en trois périodes.

Le court terme, d'un à deux ans : le temps de se débarrasser du virus ou de le tenir à distance ; au minimum, le temps d'apparition d'un vaccin, s'il est possible d'en concevoir un<sup>3</sup>.

Le moyen terme, vision à 3 - 7 ans : le temps nécessaire pour que la crise économique et ses répercussions se résorbent ; car des secousses en série vont survenir, après les réactions financières massives des gouvernements, on peut s'attendre logiquement à de l'inflation, des crises sur les dettes, peut-être l'éclatement de systèmes monétaires...Du coup, le chômage de masse né du blocage de l'économie mondiale ne va se résorber que lentement ; des tensions sociales, pouvant aller jusqu'aux émeutes, voire aux révolutions dans certains pays, sont à prévoir.

Le long terme, sur plusieurs décennies, à l'échelle du siècle : la « Grande transition », telle que proposée par la Société française de prospective<sup>4</sup>, portée par le changement climatique, les évolutions démographiques, la révolution numérique, et d'autres mouvements séculaires – Grande transition qui peut être soit choisie, soit subie, suivant les comportements que l'on aura et les politiques que l'on mettra en œuvre.

Il faut négocier le virage vers la Grande transition dans les conditions difficiles de la gestion des crises de court et moyen termes, qui ouvrent toutefois des opportunités de changement en mettant à bas des pans entiers de l'ordre ancien. Plus précisément, il s'agit de savoir si l'impact de la catastrophe sanitaire du COVID 19 va induire une bifurcation significative par rapport aux évolutions que l'on pouvait imaginer avant qu'elle se produise. Ou bien sera-t-elle un épiphénomène dans l'histoire de l'humanité ?

### Focus sur le moyen terme – Horizon 2030

Nous allons nous concentrer sur le moyen terme. C'est, en effet, ce qui semble le moment charnière – ce qui va se passer à court terme étant déterminant pour l'intensité et la rapidité des phénomènes à venir, plus qu'influent sur leur nature.

Les scénarios aujourd'hui les plus optimistes pour le court terme<sup>5</sup> prévoient une sortie de crise économique vers la fin 2021, et un rebond progressif de la croissance après un appui massif et coordonné des principaux acteurs de l'économie mondiale – grands pays et institutions internationales. Le chômage atteindra cependant des niveaux considérables (jusqu'à 20 pour cent de la population active dans certains pays). Et la situation sera compliquée par les autres dimensions de la crise – sanitaire, sociale, politique.

---

<sup>3</sup> Ce sera difficile s'il s'avère que l'immunité acquise n'est pas durable. C'est une hypothèse crédible aujourd'hui (fin avril 2020), d'après de récentes études, qui indiquent que nombre de personnes infectées et touchées par la maladie pourraient avoir ré-attrapé le virus.

<sup>4</sup> Dans son ouvrage « La Grande transition de l'humanité, De Sapiens à Deus », FYP Éditions, 2018 ;

<sup>5</sup> Par exemple, le scénario de « fil du rasoir » parmi ceux proposés par Futuribles, 20 avril 2020.

Pour ce qui est du très long terme, le cadrage, évidemment, est plus difficile. L'ouvrage de la SFdP sur la Grande transition (publié en 2018) gardait plusieurs options ouvertes, et probablement celles-ci le demeurent. Mais il rappelait aussi que les deux prochaines décennies seront décisives, notamment pour le climat, et que nous entrons dans une période d'incertitude et de vulnérabilité majeure. Ce qui est probable, en tout état de cause, c'est que l'humanité dans une situation de catastrophes ou de chaos devra impérativement trouver un nouvel équilibre, que cela prendra du temps (des décennies, une génération au moins), et que cela exigera de retrouver un nouveau sens, de nouvelles « disciplines » à maints égards<sup>6</sup>.

Encadrés par ces perspectives sur le court terme et sur le temps long, examinons maintenant ce qu'il peut se passer dans la décennie à venir. Nous listerons des évolutions dans les mentalités et les comportements qui devraient se manifester de manière assez générale à travers le monde. Ces observations résultent d'une synthèse très partielle et très succincte des informations, analyses et points de vue innombrables qui sont publiés dans les médias. Elles se présentent comme des hypothèses de travail qu'il conviendra de confirmer ou d'infirmer au fil des semaines et mois à venir.

## 2. Une humanité troublée

### La perception de l'humanité par elle-même

L'humanité, à tout le moins sa partie « occidentale », se découvre :

- vulnérable, incroyablement vulnérable, alors qu'elle se croyait toute puissante (qu'on songe au trans-humanisme) ;

- interdépendante, intégrée, beaucoup plus qu'elle ne l'imaginait, très intégrée comme l'a montré la propagation du virus, ainsi que les chaînes de production et d'exportation de masques, de médicaments, etc., intégration que provoque aussi un partage continu et massif d'informations sur internet ;

- à la fois solidaire et divisée, solidaire comme le montre par exemple la mobilisation des chercheurs autour de la planète pour améliorer les traitements, trouver des vaccins, et divisée comme le montre la fermeture brutale des frontières entre les pays par peur des contaminations.

### La perception de la nature

---

<sup>6</sup> Thierry Gaudin revisitant « 2100, récit du prochain siècle » (publié en 1990), observe que ce récit prévoyait le déclenchement d'une crise mondiale en 2020, après 40 ans de montée progressive de désordres en tout genre (financiers, sociaux, environnementaux). Ce n'était pas à cause d'une épidémie massive – qui n'était pas dans l'imaginaire de l'époque, mais plus à cause des dérèglements induits par des réseaux mafieux. S'en suit une remise en ordre dans le cadre d'une « société d'enseignements ». Celle-ci durerait aussi une quarantaine d'années. Ces rythmes de 40 ans pourraient correspondre au temps nécessaire pour la montée en puissance des nouvelles générations, dont les valeurs remplacent ou complètent celles des générations précédentes. « Virus et prospective », note du 19 avril 2020.

L'humanité ne se sent plus maître (et possesseur) de la nature, suivant le mot de Descartes. Elle en a brisé les équilibres – par les relations perturbées avec les animaux et les écosystèmes plus généralement -- et l'infection est partie de là, semble-t-il (encart 2). La nature s'est vengée. On pressent qu'il va falloir changer notre rapport au vivant et à la nature, la respecter, restaurer la biodiversité.<sup>7</sup>

#### Encart 2 -- Les origines des virus

Les conditions d'apparition du coronavirus sont encore incertaines, et notamment la source de contamination – un marché d'animaux, une fuite de laboratoire. Cependant l'origine de l'animal est établie... VIH, MERS, SRAS, Zika, Ebola, Chikungunya, grippe aviaire : 65 % des maladies infectieuses émergentes sont des zoonoses, c'est-à-dire des agents pathogènes transmis des animaux à l'homme, et 72 % trouvent leur origine dans le monde sauvage (Histoire des pandémies, Michaël Greger). Dans sa composition moléculaire, le coronavirus responsable du Covid19 ressemble en partie à un virus présent chez les chauves-souris du groupe des rhinolophes, et en partie à un virus qui circule chez une espèce de pangolin d'Asie du Sud-est. Si le coronavirus a été transmis par la chauvesouris, il est possible que la déforestation intensive soit en cause. Si le scénario du pangolin est vérifié, la destruction des habitats naturels et le commerce illégal des espèces menacées est à l'origine de la pandémie. Les humains n'ont eu de cesse de s'installer dans des zones toujours plus reculées, mettant à mal les écosystèmes naturels indispensables à la survie de l'homme. Ces perturbations se produisent dans un contexte de circulation continue et massive des personnes, des marchandises et des animaux, qui favorise la propagation des virus.

Pour la première fois depuis très longtemps – et à une échelle planétaire et globale, nous rencontrons quelque chose dont la puissance est bien supérieure à la nôtre et qui parvient à nous mettre à l'arrêt pendant des mois, comme le souligne Emanuele Coccia. D'autant plus qu'il s'agit d'un virus, c'est-à-dire du plus ambigu des êtres sur Terre, celui pour lequel on a du mal même à parler de « vivant » : il habite le seuil entre la vie « chimique » qui caractérise la matière et la vie biologique, sans qu'on puisse définir s'il appartient à l'une ou à l'autre.<sup>8</sup>

On fait, inévitablement, un lien avec la question climatique: en dépit des bonnes résolutions et des mobilisations de la jeunesse, les mesures prises jusqu'à présent ont été bien insuffisantes ; après le choc du virus, on se dit, dans de plus en plus de milieux, que si on ne prend pas les précautions nécessaires dès maintenant, on va aussi subir les catastrophes entraînées par le changement climatique – certaines se produiront au ralenti, comparées à celles entraînées par le virus ; mais d'autres, comme les vagues de chaleur subites et répétées, auront des effets similaires à ces perturbations d'écosystèmes qui suscitent l'apparition des virus.

Le paradoxe est qu'au moment où le coronavirus nous rappelle notre dépendance à la nature – liée à notre entrée dans l'Anthropocène – la crise actuelle pourrait conduire transitoirement à remettre au second plan les enjeux liés à la transition écologique - qui ont aussi leur urgence propre.

---

<sup>7</sup> Voir les articles de Philippe Grandcolas dans *le Monde* du 8 avril 2020 et de Jean-François Guégan dans *le Monde* du 17 avril 2020.

<sup>8</sup> Emanuele Coccia, « La Terre peut se débarrasser de nous avec la plus petite de ses créatures », propos recueillis par Nicolas Truong, *Le Monde*, 3 avril 2020.

## La catastrophe et l'imaginaire

Au niveau global où nous la subissons aujourd'hui, une telle pandémie, avec des effets aussi dramatiques, était considérée, inconsciemment, comme impossible. Elle n'était pas, ou plus, dans les imaginaires. Des millénaires d'exposition de l'humanité aux épidémies avaient disparu de l'inconscient individuel ou collectif – au moins dans les pays occidentaux. Mais aussi des préoccupations de nombreux responsables politiques ou administratifs.

C'est pourquoi malgré les alertes données non seulement par quelques visionnaires mais aussi par des comités scientifiques établis par les gouvernements, elle n'a donné lieu à une politique de précaution que dans très peu de pays (essentiellement les pays asiatiques qui avaient été traumatisés par le SRAS et la Grippe aviaire H1N1).

La question qui va se poser est celle de l'extension de ces approches de précaution à d'autres formes de catastrophe : le « big one » (le tremblement de terre majeur attendu en Californie), un volcan énorme qui explose, un incident cybernétique mondial <sup>9</sup>...

Par le choc qu'elle produit, la crise actuelle fait naître ou redonne force à une profusion d'imaginaires – qui se manifeste lors des situations historiques exceptionnelles. Parmi eux, ceux liés à la catastrophe occupent, naturellement, une place importante. Il n'est pas étonnant que les propositions pour un catastrophisme éclairé<sup>10</sup> et les prophéties des « collapsologues »<sup>11</sup> retiennent en effet de plus en plus l'attention.

### **3. Les pouvoirs redistribués et contestés**

#### Le retour de l'État-nation

L'idéologie de la mondialisation avait eu tendance à faire oublier la nation comme réalité politique centrale<sup>12</sup>. L'idéologie du libéralisme avait eu tendance à effacer l'État comme principal instrument opérationnel des sociétés<sup>13</sup>.

---

<sup>9</sup> Voir les travaux du « Future of the Humanity Institute » de l'Université d'Oxford sous la direction de Nick Bostrom ...

<sup>10</sup> Proposé par Jean-Pierre Dupuy.

<sup>11</sup> Voir l'article de Jacques Theys, « Prospective, catastrophe et collapsologie » in revue *Annales des mines, « Responsabilité et Environnement »*, n°98, avril 2020.

<sup>12</sup> Sur ce retour de l'État nation, voir l'entretien de Pierre Manent dans le Figaro du 23 avril 2020 ;

<sup>13</sup> Il faut ici se souvenir avec Pierre Rosanvallon que « l'État hygiéniste » a été le premier grand vecteur de l'action publique » et pour lui la crise sanitaire marque le grand retour de l'État hygiéniste.

La situation a changé du tout au tout : la lutte contre le virus mobilise au premier chef les autorités nationales, l'État qui apparaît seul capable d'assurer la sauvegarde du collectif dans l'urgence ; et la nation retrouve ses frontières pour empêcher l'entrée de l'étranger, supposé porteur du virus. Il est à craindre, cependant, que cela relance des excès protectionnistes et nationalistes. Si ce repli est compréhensible, il est néfaste à long terme. Dans la lutte contre le virus et ses conséquences, la coopération internationale au niveau mondial est capitale<sup>14</sup>.

Cependant, les institutions internationales politiques et financières débordées face à la catastrophe et ses conséquences risquent fort d'être discréditées ; les institutions internationales techniques devraient être au contraire renforcées et plus écoutées (santé, météo) ; les Unions régionales, à l'instar de l'UE, sont mises en question et devraient, à terme, être soit renforcées, soit fortement affaiblies, sinon disloquées.

### Les gouvernements pris de court

Les pouvoirs publics, dans la plupart des pays, ont été pris de court, étant mal préparés à l'épidémie, ayant négligé de conserver les stocks de masques, de médicaments et de tests nécessaires, poussés par des visions de court terme et des politiques d'optimisation des flux.

Face à la pandémie, ils ont, donc, dû prendre des dispositions de confinement plus ou moins strictes, avec des résultats qui ont fini par produire des résultats pour réduire l'épidémie.

Les choses se sont plutôt mieux passées dans des pays où le confinement n'a pas été imposé et où les pouvoirs étaient bien préparés avec des tests et des masques ; où a été appliquée une politique systématique de test, de traçage et d'isolement ; et où la population est traditionnellement disciplinée, respectant les consignes données par les autorités. L'exemple de cette approche le plus admiré est la Corée du Sud dont les taux de mortalité par habitants ont été remarquablement bas (4 par million), à comparer aux taux européens (plus de 400 en Espagne et en Italie).

Dans ces conditions, certains observateurs mettent en cause les politiques de confinement autoritaires imposées, y compris dans les pays les plus démocratiques, par des pouvoirs publics souvent dépassés, s'abritant derrière le pouvoir médical, convoqué comme conseiller, et dans un climat saturé de nouvelles anxiogènes par le pouvoir des médias<sup>15</sup>.

La poursuite de ces mesures autoritaires sur plusieurs mois a été vécue de plus en plus difficilement par les populations et les milieux d'affaires, anxieux de voir repartir l'activité économique. Dans certains pays, aux États-Unis notamment, cela a même donné lieu à des manifestations (avec les encouragements du président) dans les états qui avaient imposé le confinement, en dépit d'un nombre impressionnant de décès. Et pour cause, car, dans ce

---

<sup>14</sup> Yuval Noah Harari, *the world after coronavirus*, *Financial Times*, 20 mars 2020.

<sup>15</sup> Voir par exemple les articles et interviews de Jean-Dominique Michel, un anthropologue suisse de la santé.



pays, sans aide de l'État, les dizaines millions de personnes mises au chômage du fait de la crise économique, ne peuvent survivre que si l'activité redémarre<sup>16</sup>.

Pour toutes ces raisons, les gouvernements qui tardent à « dé-confiner » sont de plus en plus critiqués. Et la contestation, plus ou moins sourde, monte d'autant plus que les citoyens se sentent infantilisés, voire culpabilisés s'ils ne respectent pas les consignes, et non pas responsabilisés. Dans les cultures où les citoyens sont considérés comme responsables, les gouvernements sont plus respectés, y compris là où aucun confinement est imposé, en prenant même les risques d'une politique d'immunité de groupe.

De manière générale, l'État est « challengé » dans sa capacité à répondre aux attentes mises en lui. La bureaucratie qui s'est développée en son sein est critiquée par les blocages et les retards qu'elle occasionne. De même, les postures de centralisme, ne laissant pas assez de place à l'initiative locale, sont mises en cause, et devrait donner lieu à des réaménagements en profondeur<sup>17</sup>.

### Les pouvoirs mis en cause

Comme cela a été observé dans le passé, les épidémies balayent souvent l'ordre ancien des pouvoirs<sup>18</sup>. Il va en aller ainsi pour les gouvernements qui n'auront pas su faire face efficacement<sup>19</sup> et aussi pour les partis politiques traditionnels dont les discours paraissent dépassés face aux nouveaux enjeux. Les mouvements écologistes sont sans doute appelés à prendre de plus en plus d'ampleur, rejoints par les « résistants climatiques »<sup>20</sup>.

---

<sup>16</sup> *Indépendamment de la problématique économique, la sortie du confinement et le retour à une activité semi normale sont également importantes sur un plan sanitaire. En effet, les affections plus ou moins graves, indépendantes du COVID19, telles que cancers, insuffisances cardiaques ... ne sont plus soignées. Et chez les aînés, la perte de relations sociales les affaiblit considérablement, alimentant des phénomènes inflammatoires létaux.*

<sup>17</sup> *Les débats sur les avantages et inconvénients des systèmes politiques décentralisés dans la lutte contre le virus sont ouverts. Certains systèmes fédéraux, comme celui des États-Unis, ont montré des failles certaines, mais celui de l'Allemagne a fait preuve d'une certaine efficacité. Voir l'article de Benjamin Morel (ENS Paris Saclay) et al, dans The Conversation, 29 avril 2020.*

<sup>18</sup> *Voir par exemple le livre de l'historien britannique Peter Frankopan, « Les Nouvelles routes de la soie », 2018 ;*

<sup>19</sup> *Aux États-Unis, les enquêtes d'opinion enregistrent pour la première fois une baisse de la popularité du président ; 52% des Américains ne lui font plus confiance face à sa gestion catastrophique du Covid-19 (fin avril 2020). Le gouvernement français apparaît aussi assez critiqué, le plus mal noté parmi cinq pays européens sondés début mai 2020 (Le Monde du 3 et 4 mai 2020).*

<sup>20</sup> *Voir l'appel signé par Aurélien Barrau, Dominique Bourg, Cyril Dion, Gaël Giraud, Bruno Latour et d'autres. <https://www.resistanceclimatique.org/>.*

Si la crise dure, que le chômage de masse perdure, des révoltes, violentes, seront inévitables dans plus d'un pays. La France, victime de son impréparation<sup>21</sup>, et où la gestion de la crise sanitaire n'est pas exempte de critiques, pourrait être fortement secouée (encart 3).

### Encart 3 -- Une France secouée et potentiellement éruptive

La France a été secouée violemment par l'épidémie, tout en faisant preuve de capacités surprenantes de coopération au sein de la société et de capacités moins étonnantes dans la mobilisation de ses infrastructures hospitalières et de transport. Si elle « performe » mieux que ses voisins latins, elle apparaît nettement déclassée par rapport à l'Allemagne à laquelle elle se compare en permanence. Combiné à la frayeur collective causée par la maladie, ce sentiment d'impréparation et de déclasserement pourrait rendre le pays « éruptif ».

Si la sortie de crise s'avère douloureuse, longue et compliquée, le gouvernement va être fortement critiqué pour les insuffisances éprouvées (et les mensonges proférés), même si elles ont été causées par dix ans d'incurie. Et les critiques devraient être d'autant plus virulentes que la politique de confinement a été conduite de manière plus autoritaire que dans la plupart des autres pays européens, non sans une certaine infantilisation, laissant peu de latitude aux citoyens d'exercer leurs responsabilités. La possibilité d'actions judiciaires à l'encontre du gouvernement risque en plus d'envenimer les choses.

Il est possible que l'on assiste à une convergence des révoltes entre des populations qui ressentent particulièrement les inégalités : celles des banlieues (qui s'étaient embrasées en 2005) et celles des « gilets jaunes » (en manifestations hebdomadaires en 2018-2019). Les conséquences sur la vie de la nation et sa trajectoire sur la scène européenne seraient considérables.

Probablement le discrédit des partis traditionnels incapables de renouveler leurs visions du monde va s'accroître. La confiance délaisse les professionnels de la politique et se reporte sur les services publics, non seulement santé, mais aussi entretien des villes, transports ... Une forme d'alliance nouvelle entre les élites et les populations, y compris les classes sociales moyennes et pauvres, pourrait se nouer autour de la restauration des services publics. A condition que la bureaucratie qui les gère fasse preuve de beaucoup plus d'efficacité que le passé.

La crise, en tout cas, va entraîner un réaménagement sérieux des relations entre le centre et les territoires, dont les élus sont appelés à jouer un rôle de plus en plus important pour adapter les mesures de dé-confinement aux situations locales. Il conviendra toutefois de clarifier les postures des élus locaux qui veulent plus de responsabilités, mais ne veulent pas nécessairement en assumer les conséquences éventuelles politiques et pénales en cas de défaillances.

### Une société de surveillance

Il est probable que la lutte contre l'épidémie va conduire à un durcissement de l'autorité et une atteinte aux libertés individuelles<sup>22</sup>, qui seront acceptés du fait de la situation sanitaire et du besoin de contenir le virus, mais qui se perpétueront même s'il est éradiqué. Ces atteintes seront vécues différemment suivant la culture de chaque pays, y compris

---

<sup>21</sup> Sur les causes de ce manque de préparation, alors que le pays s'était surarmé il y a une dizaine d'années pour faire face aux SRAS et grippe aviaire, voir les articles du Monde des 5 au 8 mai 2020 (signés par J. Davet et F. Lhomme). Ce désarmement, commencé en 2011-12 et poursuivi jusque fin 2019, résulte de l'action conjuguée des grands corps de l'État (Cour des comptes), des politiques (commissions parlementaires tant de l'Assemblée que du Sénat), de la bureaucratie (Agences régionales de santé), et des médias (entretenant la curée contre les ministres de l'époque, notamment Roseline Bachelot, accusée de gâcher l'argent public par excès de précaution).

<sup>22</sup> Y compris dans les États démocratiques plus enclins à l'autoritarisme qu'on aurait pu croire, comme le souligne Peter Sloterdijk dans Le Point daté du 19 mars 2020.

lorsqu'elles seront portées par des instruments numériques, telles les applications de traçage qui ont fait preuve de leur utilité.

Comme le met en évidence Antonio Cassilli<sup>23</sup>, l'outil numérique est apparu tour à tour comme un moyen de lutte contre la propagation du coronavirus, un outil de contrôle social, un substitut aux relations avec ses proches, une façon de maintenir une activité professionnelle... Tout se passe comme si du web 2.0 – qui désigne depuis maintenant près de 20 ans ce deuxième âge d'Internet dans lequel les interactions humaines sont simplifiées et accélérées – nous étions passés à un monde 2.0.

Le risque d'une société de surveillance généralisée ne doit pas être sous-estimé : on y est déjà dans une certaine mesure, dans les villes quand on déambule ; sur le net, quand on dépose des informations, on consulte un site, on écoute une musique.... La peur est telle que cela peut aller très loin, beaucoup plus loin.

#### 4. Des économies sens dessus dessous

Le choc économique et social entraîné par la mise à l'arrêt de l'économie mondiale est considérable. Il faudra plusieurs années pour regagner les quelques 10 pour cent et plus de PNB qui seront perdus dans de nombreux pays en 2020<sup>24</sup> -- voir [encart 4](#) pour l'économie française (6 pour cent du PIB perdu durant la période de confinement, d'après la Banque de France). Et le chômage de masse s'est installé<sup>25</sup>. Ce qui implique des révisions dans les conceptions que l'on se fait de l'argent, du capitalisme, et de l'autonomie économique entre autres.

##### Encart 4. L'effondrement de l'économie française

L'économie française s'est contractée de 5,8% au premier trimestre, du fait notamment du confinement en place depuis la mi-mars, selon une estimation dévoilée par l'Insee. Il s'agit de la baisse la plus forte dans l'historique des évaluations trimestrielles du PIB débutées en 1949, et elle dépasse largement les reculs du premier trimestre de 2009 (-1,6%) ou du deuxième trimestre de 1968 (-5,3%), précise l'Insee. Après le recul de 0,1% du produit intérieur brut (PIB) français enregistré au dernier trimestre 2019, cette performance confirme que la France est bien entrée en récession. Selon l'INSEE, cette chute de l'activité est principalement liée à l'arrêt des activités non essentielles dans le contexte de la mise en place du confinement à partir de la mi-mars. Cette évaluation est en phase avec celle de la Banque de France, publiée début avril, qui estimait la contraction du PIB à environ 6% au premier trimestre 2020. L'investissement des entreprises enregistre lui aussi un lourd recul de -11,8%. Globalement, la demande intérieure contribue ainsi de -6,6 points à la baisse du PIB durant le trimestre écoulé.

<sup>23</sup> Antonio Casilli, « Cette épidémie s'avère aussi un signal d'alarme à propos du numérique », entretien avec Raphael Bourgois, rédacteur en chef d'AOC, 28 mars 2020.

<sup>24</sup> Voir les scénarios de Futuribles, « Covid-19 : esquisse de scénarios (2021-2022) » ; et aussi l'intervention de Patrick Artus sur BFM TV, le 17 avril 2020, qui prévoit au minimum 4 à 5 ans pour retrouver la situation économique de fin 2019 pour la France. ;

<sup>25</sup> Aux États-Unis près de 30 millions de chômeurs fin avril 2020, en France plus de 11 millions de personnes en chômage partiel. Même avec le maintien de cette aide de l'État, le pourcentage par rapport à la population active devrait atteindre 8 pour cent en fin 2020 (selon COE - Rexecode).

Première illustration de la crise économique dès le début de l'épidémie, le commerce extérieur s'affiche lui aussi en repli : -6,5% pour les exportations et -5,9% pour les importations. In fine, il contribue donc négativement (-0,2 point) à la baisse du PIB.

La baisse d'activité est particulièrement marquée dans les entreprises de 10 à 19 salariés (39 % sont à l'arrêt et 25 % en forte diminution d'activité), contre 11 % à l'arrêt et 32 % en forte baisse pour les entreprises de 500 salariés ou plus.

La réduction d'activité a pour cause une perte de débouchés, des fermetures administratives, ou des difficultés d'approvisionnement (85 %), plutôt qu'un manque de personnel pouvant travailler (15 %). Les secteurs les plus touchés par des arrêts ou des baisses d'activité supérieures à 50 % sont l'hébergement restauration (96 %, dont 75 % à l'arrêt), suivi de la fabrication de matériels de transport (92 %, dont 29 % à l'arrêt), la construction (87 %, dont 53 % à l'arrêt), les autres activités de service (68 %, dont 41 % à l'arrêt), du fait notamment des arts, spectacles et activités récréatives (90 %, dont 66 % à l'arrêt), la fabrication d'autres produits industriels (59 %, dont 25 % à l'arrêt), tiré par l'industrie textile, et enfin le commerce (51 %, dont 22 % à l'arrêt). Avec la crise sanitaire, la confiance des ménages dans la situation économique chute fortement par rapport à début mars : l'indicateur qui la synthétise perd 8 points, soit sa plus forte baisse depuis la création de l'enquête en 1972<sup>26</sup>. Les dépenses de consommation des ménages français ont chuté de 17,9% en mars comparé au mois précédent suite au confinement, soit la plus forte baisse mensuelle enregistrée depuis le début de la série en 1980, a indiqué l'Insee.

*Note de conjoncture INSEE – avril 2020*

## L'argent

La planète entière est mise à l'épreuve de l'appauvrissement. La chute des PIB est considérable. Les plus indigents retombent dans la pauvreté – dans tous les pays à travers le monde, notamment dans les pays les « moins avancés » dont des milliards de gens étaient sortis de la pauvreté grâce à la mondialisation. Les inégalités de revenu, de territoire, de logement, de santé...se révèlent encore plus dans les situations de crises.

Et les difficultés vont durer plusieurs années. Du côté des consommateurs, on est prêt à faire preuve de frugalité, d'autant que cela ira avec des comportements d'épargne ; mais encore faut-il que cette situation ne dure pas trop longtemps et que l'on retrouve son emploi. Quant aux entreprises, les faillites se multiplieront, si la crise perdure. Déjà les entrepreneurs, les dirigeants et leurs employés dépriment – au sens fort du terme.

Enfin il y a les États qui mettent sur la table des milliers de milliards de dollars, d'euros, ou de yuans – des sommes qui donnent le vertige. Sans que l'on voie clairement comment les dettes ainsi créées vont être remboursées....

Alors on va (re)trouver certains bienfaits à la croissance.

## Un nouveau capitalisme

Le grand vainqueur de cette crise va être le capitalisme numérique (matérialisé par les GAFAM) - qui va encore accroître son importance relative par rapport au capitalisme

---

<sup>26</sup> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages – 28 avril 2020, n°2020 -106

industriel, durement touché par la situation économique <sup>27</sup>. Or il paraît plus cartellisé que ce dernier, beaucoup plus globalisé encore, et il est peu créateur d'emplois directs.

Après l'épuisement du libéralisme qui opérait comme doctrine suprême depuis une trentaine d'années, il faut en trouver une nouvelle et les modes de régulation qui devront l'accompagner<sup>28</sup>. L'appel à une nouvelle forme d'État providence a brutalement émergé de cette crise, et si les effets de celle-ci se prolongent ceci va impliquer une redistribution profonde des ressources et des pouvoirs –. L'ensemble des circuits monétaires et financiers, profitant essentiellement aux riches et encourageant les spéculations du court terme plus que les investissements de long terme, va devoir être, en conséquence, repensé<sup>29</sup>.

La question centrale, à court et moyen terme, va être de sortir d'une situation où le monde des affaires a été sauvé (pour le moment) par les États, lesquels ont accumulé des montagnes de dettes, dettes qui ont été « achetées » par les banques centrales. La solution passera, en partie, par une coopération très étroite entre banques centrales et une coordination poussée des politiques budgétaires nationales pour éviter la désintégration des systèmes monétaires et financiers.

Il est possible aussi pour les banques centrales d'effacer les dettes des États, en les conditionnant à la mise en œuvre de grands programmes, par exemple pour accélérer la transition énergétique et écologique<sup>30</sup>. Ces perspectives concernent particulièrement l'Union Européenne (avec le programme Green Deal conçu avant la crise). Mais elles peuvent trouver à s'appliquer au FMI pour un grand plan de sauvetage de l'économie mondiale.

### L'autonomie et la dépendance locales

Les traumatismes vécus par les populations et les sociétés locales liés à la prise de conscience de leur extrême dépendance à l'extérieur vont nécessairement entraîner des comportements de :

- Relocalisation des productions pour réduire la dépendance aux chaînes de valeurs mondialisées (notamment dans le domaine de la santé) ;
- Développement des monnaies locales, d'autant plus importantes que les systèmes monétaires établis risquent la dislocation ;
- Diffusion et diversification des technologies favorisant l'autonomie (impression 3D, énergies et alimentation locales, métrologie diversifiée, ...).

---

<sup>27</sup> Daniel Cohen dans *le Monde* du 3 avril 2020.

<sup>28</sup> Voir l'article de Dominique Strauss Khan dans la revue *Politique internationale*, avril/mai 2020. Dominique Strauss Khan, inspiré par Karl Polyani, explique que les modes de régulation du capitalisme ont eu à se réinventer environ tous les trente ans.

<sup>29</sup> Circuits qui ont été à l'origine des désordres mondiaux que nous connaissons, d'après certains auteurs comme Valérie Burgault.

<sup>30</sup> Voir l'entretien de Gaël Giraud dans *Le Point*, 26 avril 2020 (web).

Ces mouvements, inspirés par la recherche de plus de robustesse dans les économies<sup>31</sup>, déjà perceptibles avant la crise, vont s'amplifier. La question reste de savoir s'ils conduiront à une nouvelle division internationale du travail, très différente de celle existant aujourd'hui, ou s'ils se limiteront à des réajustements à la marge.

### La consommation

Le « monde d'avant » était tiré par la « société de consommation ». Celle-ci par la force des choses est bloquée. Comment les populations vivent-elle cela ? Et les comportements de consommation liés au confinement auront-ils des effets durables sur les modes de consommation futurs ? Les enquêtes de consommation éclairent cette question<sup>32</sup>.

Ces dernières mettent en évidence une prise de conscience des enjeux environnementaux et qu'il ne sera plus possible de continuer à consommer comme avant. La crise sanitaire semble relancer la dynamique du "moins mais mieux." Cette affirmation de la part des personnes interviewées a augmenté de 10 points entre 2015 et 2019, passant de 26 à 36%, avec une forte accélération sur l'année 2019.

La dernière enquête qualitative de l'Obsoco, réalisée depuis le début de la période de confinement<sup>33</sup> du 16 mars 2020, montre qu'il y a un double clivage qui risque de s'accroître dans les années à venir, surtout quand la crise économique aura pris le pas sur la crise sanitaire. D'un côté, une partie de la population désire accélérer la transition à tous les niveaux et notamment en termes de consommation. Et de l'autre côté, des consommateurs, n'ayant pas une vision du monde affirmée, restent attachés au monde d'hier<sup>34</sup>. Il ne faut pas oublier, non plus, les effets liés à la crise économique et au chômage, avec des conséquences sociales très inégales.

### Le travail

Plus de la moitié de l'humanité ayant été confinée, et n'ayant pu se rendre sur son lieu de travail au quotidien, cela devrait nécessairement laisser des traces. A l'évidence, nombreux sont ceux qui éprouvent le besoin de se remettre au travail rapidement et massivement pour retrouver des revenus et des moyens de vivre. Nombreux aussi sont ceux qui, après avoir expérimenté le travail à distance, y trouvent certains charmes, d'autant qu'ils y sont encouragés par les pouvoirs publics et les entreprises. Il y a cependant des questions de fond à se poser pour réfléchir sur l'avenir du travail à long terme.

---

<sup>31</sup> Voir les travaux de Lietaer sur les monnaies et d'Uralowicz sur les fondements mathématiques des systèmes robustes.

*L'Obsoco (Observatoire Société et Consommation) réalise depuis le début de la période de confinement<sup>32</sup> - 16 mars 2020 - des enquêtes qualitatives et quantitatives sur ce que consomment les personnes interrogées, mais aussi sur leur rapport à la consommation.*

<sup>33</sup> <https://lobsoco.com/>

<sup>34</sup> Comme le résume, Philippe Moati, économiste à l'Université de Paris et co-fondateur de l'Observatoire Société et Consommation, la crise accentue le clivage entre deux manières de consommer : le "moins mais mieux" d'un côté, et la frustration de ne pas pouvoir consommer ce que l'on veut de l'autre.

Ce qui est en jeu, c'est la vulnérabilité du « système travail » dans son ensemble.

D'abord, la vulnérabilité de l'écosystème dans lequel se déploient les activités humaines. Le modèle d'organisation du travail hérité du passé a comme corollaire la domination de la nature et l'exploitation extensive des ressources énergétiques.

Ensuite, vulnérabilité de notre division du travail, dans un système économique mondialisé. L'éclatement des chaînes d'approvisionnement et l'interdépendance généralisée des activités rendent le travail tributaire de chocs lointains. Lorsque le système se grippe, tous les travailleurs en souffrent, alors qu'un système moins interconnecté serait plus résilient à l'échelle locale.

Enfin, la précarité croissante des travailleurs qui font fonctionner le système : santé, production et distribution alimentaire, entretien des infrastructures, collecte des déchets... Nous assistons à une Inversion des valeurs, les métiers les moins valorisés (aides-soignants, ouvriers agricoles, chauffeurs routiers, préparateurs de commandes dans les entrepôts, caissières dans les supermarchés, agents qui collectent les déchets ou qui produisent de l'eau potable, travailleurs sociaux qui accueillent les enfants de l'ASE, personnels dans les EHPADs, personnels des services à domicile ...) se révèlent les plus nécessaires aujourd'hui. Et pourtant ces personnes qui prennent soin de la collectivité sont moins bien rémunérées tout en mettant davantage leur santé en danger.

Comment peut-on appréhender le futur du travail ? Il est possible que l'État, qui, dans certains pays, est devenu avec le chômage partiel le principal employeur, reprenne la main et impose de nouvelles règles du jeu. Il faut aussi, malheureusement, envisager, que la situation économique impose un retour aux conditions de travail antérieures, avec une remise en cause du droit du travail existant. Enfin il est probable que le recours massif au télétravail conduira à transformer les formes d'organisation du travail dans les secteurs où cela est possible. Toutefois ces trois options restent emprisonnées dans une perspective productiviste. Une autre voie est aussi possible et qui s'était déjà déployée dans l'économie précédente : celle de la coopération et des communs.<sup>35</sup>

### Société du risque et prise en compte des risques majeurs.

Un des principaux constats que nous pouvons tirer de la crise actuelle est que nous vivons dans des sociétés fragiles, vulnérables<sup>36</sup> et que nous sommes mal armés face à des risques majeurs qui peuvent déstabiliser complètement et durablement nos sociétés et nos économies. Sont mis en cause nos capacités à anticiper et à gérer ces risques majeurs, ainsi que nos systèmes d'assurance et, plus généralement, notre résilience globale face à la catastrophe.

Les moyens dont disposent nos sociétés complexes pour prévoir et hiérarchiser les risques majeurs se sont montrés particulièrement défaillants. Ils vont, sans aucun doute, devoir être

---

<sup>35</sup> Voir *La Métamorphose du travail*, Christine Afriat et al, *Economica*, 2020.

<sup>36</sup> Voir JL Fabiani et J. Theys, *La Société Vulnérable*, Presses de l'École Normale Supérieure, 1987 et Nassim Taleb, *Antifragile*, Random House, 2012.

redéfinis, comme d'ailleurs la notion de risque majeur, car leur mise en défaut a joué un rôle essentiel dans la crise actuelle <sup>37</sup>.

Face aux bouleversements et aux incertitudes résultant de la catastrophe, on devrait également observer un rééquilibrage des préoccupations individuelles vers des valeurs et des besoins plus collectifs, notamment de santé, de sécurité, de réduction de la dépendance ... aux dépens des consommations matérielles : donc une transformation en profondeur des préférences sociales.

En parallèle, devrait opérer une reconfiguration des systèmes d'assurance et de gestion des risques, avec une restructuration et un rééquilibrage des systèmes d'assurances publiques et privées, une revalorisation de la prévention, une attention beaucoup plus grande aux vulnérabilités face aux risques majeurs, enfin le développement d'une culture et de pratiques de résilience tant au niveau des territoires que dans les entreprises.

Au total, les transformations qui se profilent redonnent force à la notion de « société du risque » proposée en 1986 par Ulrich Beck<sup>38</sup>. Avec trois facettes :

- Les risques que l'on court individuellement ou collectivement et dont on se protège de diverses manières : assurances, autonomisation des productions, préventions... ;
- Les risques que l'on prend pour survivre ou se relancer, et qui impliquent des expérimentations et innovations de diverses natures : techniques, sociales, financières, de gestion d'entreprise, de modèles de société..
- Et enfin les risques sociétaux majeurs, susceptibles de conduire à des effondrements ou des impasses collectives ou déstabilisations durables, qui doivent faire l'objet d'une prévention spécifique <sup>39</sup>.

Mais face à l'incertain, formatés par les dispositifs institutionnels, idéologiques et cognitifs de « l'ancien monde », les acteurs ont du mal à se projeter dans le nouveau. En témoignent les réflexes des entreprises qui demandent aujourd'hui un relâchement des contraintes sociales et environnementales, les financiers qui s'arc-boutent sur les règles prudentielles classiques, les politiques qui rabâchent les vieilles antiennes, y compris les discours progressistes qui ont fait faillite<sup>40</sup> ...

## 5. Des modes de vie et des valeurs renouvelés

### L'espace

La distanciation physique et sociale imposée pour ne pas être contaminé met chacun à distance de l'autre. Va-t-elle continuer à s'imposer après la crise actuelle, favorisant la

---

<sup>37</sup> Voir les publications de Patrick Lagadec, ... ainsi que Le Numéro spécial des Annales des Mines consacré à l'actualité de la catastrophe, Avril 2020.

<sup>38</sup> Ulrich Beck, *Risk Society, Towards a new modernity*, Sage, 1992.

<sup>39</sup> Voir Jacques Theys, *Nous n'avons jamais été durables : plaidoyer pour une soutenabilité forte*, Revue Développement durable et territoires, 2019 ; ainsi que C. Perrow, *Normal accidents*, Basic Books, 1984.

<sup>40</sup> Voir l'analyse d'Olivier Passet, Xerfi Canal, 14 avril 2020



substitution progressive des relations physiques par des relations virtuelles que ce soit pour le travail, les achats, les activités culturelles, l'éducation, la communication ? Ce serait l'exemple d'une bifurcation anthropologique majeure ...

L'adoption massive du télétravail permet de réoccuper le territoire ; les campagnes où les gens sont moins proches les uns des autres sont perçues comme beaucoup plus saines que les grandes villes ; la concentration urbaine est vécue comme nocive, et pourrait subir un frein sinon un coup d'arrêt durable<sup>41</sup>.

Le monde globalisé a entraîné de fortes perturbations sur les environnements naturels et la diversité biologique. Les modes d'habitat, de fonctionnement, notamment en Europe et aux États-Unis, produisent des effets dévastateurs sur la biodiversité, lesquels se répercutent à l'autre bout du monde, comme en Afrique, en Amérique du sud, en Indonésie ou au pôle Nord. La crise sanitaire provoque une prise de conscience de l'interrelation entre le destin des hommes et celui de la planète-Terre. Une nouvelle façon de l'habiter devrait se traduire par un déclin des mégapoles ; cela devrait favoriser l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci.

A l'échelle de la planète, il est possible aussi qu'on cherchera à occuper des espaces vierges, à reconquérir des espaces laissés en déshérence (forêts), ou à conquérir des espaces nouveaux, comme ceux, autrefois gelés, et qui s'ouvrent avec le réchauffement climatique (Sibérie, Canada). Les mers seront habitées avec de nouvelles cités marines. Mais on risque à nouveau ainsi de bouleverser la biodiversité.

### Le temps

Plus de la moitié des habitants de la planète confinés chez eux ont réappris l'existence du temps ; on sort de la dictature de l'immédiat<sup>42</sup>. D'abord au quotidien, en retrouvant la lenteur, en échappant au stress et à l'urgence du travail. On réapprend aussi le temps long : comme on l'a dit, on s'apprête à vivre avec le virus pendant au moins un an, si ce n'est plus ; il faudra ensuite cinq à dix ans pour retrouver le niveau de PIB que l'on a connu avant la pandémie.

#### Encart 5 -- Un espace-temps perturbé

Notre perception de l'espace-temps se trouve perturbée avec le confinement. Comme l'affirme Etienne Klein<sup>43</sup>, le confinement chamboule notre conception de l'espace-temps. Certes le temps de la physique ne change pas : une minute dure toujours soixante secondes, mais c'est notre perception du temps qui change dans cet espace de confinement ou tout devient plus mou, sans rythme, un temps nouveau qui s'étale jusqu'à s'évanouir.

---

<sup>41</sup> En France, les demandes de maisons en zones rurales ou semi urbanisées accessibles en moins d'une heure et demi de Paris ont augmenté de 25 pour cent en deux mois (depuis mars 2020)

<sup>42</sup> Voir l'entretien d'Edgard Morin dans le Monde du 19/20 avril 2020.

<sup>43</sup> Etienne Klein, Comment le confinement trouble notre perception de l'espace-temps ? Up Magazine-30/04/2020.

La situation exceptionnelle que nous vivons trouble notre perception du temps : les jours en viennent à tous se ressembler. Nous avons du temps et nous perdons la notion même du temps. Qui n'a pas constaté que les jours passaient beaucoup trop vite ?

Alors que notre vie habituellement se divisait entre temps professionnel, familial, social, amical et temps à soi que nous pondérions selon notre bon vouloir, en période de confinement cette division disparaît. Car nous sommes doublement assignés à résidence ; dans le temps et dans l'espace. Chercheurs, écrivains, politiciens, entrepreneurs se trouvent focalisés sur l'Après en affirmant qu'il ne sera pas à l'identique de l'avant. Alors que nous étions focalisés sur le présent, comme si le futur s'était absenté de nos représentations, comme si l'urgence avait partout répudié l'avenir comme promesse, comme sur le court terme primait sur le long terme, chacun d'entre nous se surprend à envisager le monde de demain, à réinvestir l'idée du futur.

Cependant, beaucoup n'ont pas l'envie de se projeter vers le futur. Ce sont notamment ceux qui sont traumatisés par la situation présente, inquiets du lendemain, sans ressources, sans perspective de retrouver un travail. Il y a un effet de sidération mortifère.

Et l'on ressent l'importance de l'anticipation, de la prospective. On ressent un regain d'intérêt manifeste pour celle-ci<sup>44</sup>. Pour qu'elle soit non seulement mieux prise en compte par les décideurs, mais aussi pour qu'elle se démocratise, afin que les citoyens se l'approprient, et par là se réapproprient l'avenir, en passant du « voir » au « faire »<sup>45</sup>.

## L'éducation

D'après « 2100, Récit du prochain siècle »<sup>46</sup>, la société à venir est une « société d'enseignements ». De fait, un monde nouveau est à bâtir et il faut en assurer la durabilité. Les changements seront poussés par une jeunesse critique du monde construit par ses aînés. Par exemple, comment les écoles de management et d'ingénieurs pourront-elles continuer à enseigner les pratiques de gestion et d'optimisation financière ou autres qui ont conduit aux désastres d'aujourd'hui ?

Cette rénovation de l'éducation devrait, sans doute, accorder beaucoup plus d'attention aux savoirs et savoir-faire utiles à la survie, à la diversité nécessaire des écosystèmes, aux valeurs portées vers le collectif et au sens de l'existence.

L'éducation va aussi être repensée avec l'enseignement à distance, et les maîtres devront changer les relations aux élèves et les modes d'apprentissage et de transmission des savoirs.

## L'Autre

Les relations à « l'Autre » qui se sont instaurées dans tous les pays, plus ou moins confinés, vont nécessairement laisser des traces. Cet autre va être objet de méfiance, parce qu'il a été potentiellement contaminant. En même temps, on aura pris des habitudes de coopération et de solidarité.

---

<sup>44</sup> Comme l'a montré le *Global Foresight Summit*, organisé à distance pendant trois jours (du 16 au 18 avril 2020), autour du monde avec une cinquantaine de « speakers » et suivi par plus de 5000 personnes.

<sup>45</sup> Gaston Berger, *Méthodes et résultats, Prospective n°6*, novembre 1960.

<sup>46</sup> *2100, Récit du prochain siècle*, Payot, 1992.

Il y aura aussi une redéfinition des rapports intergénérationnels, avec les populations âgées durement touchées par le (ou les) virus. Le « vieux » devient objet d'attention, à protéger, y compris contre sa volonté. Et en même temps, il sera le premier sacrifié si on manque de capacités et d'infrastructures de soin. La crise aura, en tout cas, comme vertu importante de reposer la question de la place des personnes âgées et de la grande vieillesse dans nos sociétés, qui avaient tendance à les reléguer à la marge.

Le rapport à l'étranger est aussi plein d'ambiguïté. Voyez en Europe : d'abord on lui a fermé la porte ; ensuite on l'envie ou on l'admire parce qu'il a réussi à contenir l'épidémie ou l'a esquivé. S'il vous a aidé, par exemple en accueillant et soignant vos malades, on l'apprécie, mais s'il freine ensuite pour partager le fardeau de vos dettes, on le critique.

Donc, il y a de l'ambivalence, sinon de la schizophrénie, en germe dans les rapports avec l'Autre, quel qu'il soit.

### Le corps

L'état du corps devient central dans la psyché des individus. L'obèse est plus vulnérable au virus. De même que le sujet atteint de maladies (diabète, hypertension par exemple). Et le savoir médical a été convoqué par le politique pour gérer la crise et le couvrir dans ses décisions.

Ainsi le médecin devient tout puissant, tandis que le soignant est célébré (y compris l'agent d'entretien de l'hôpital). Une bio politique, au sens de Foucault<sup>47</sup>, va se développer, avec tous les excès de pouvoirs que cela peut comporter. Comment cela va-t-il entrer en résonance, ou en dissonance, avec l'idéologie du « care » ? La notion de « care » a souvent été dévalorisée, mais cette logique de prise en compte de l'autre, du soin qu'on lui apporte s'avère nécessaire en temps de crise.

Les maladies psychologiques créées par les conditions de vie imposées par la lutte contre le virus se répandent. Les familles vivent mal le confinement prolongé. Les violences intrafamiliales se multiplient. Les enfants et adolescents privés d'écoles sont durablement perturbés -- et cela peut avoir des conséquences pour le restant de leurs vies (comme l'ont montré des études sur les épidémies passées). Des cellules psy sont installées en appui des chefs d'entreprises et des employés en détresse<sup>48</sup>.

### La spiritualité

Sur le plan spirituel, on assiste à la fois à un repli sur les religions traditionnelles et à un développement des idéologies et des valeurs centrées sur la nature et la science : interrogations sur la nécessaire diversité du vivant et ses conséquences sur les

---

<sup>47</sup> Dans ses dernières œuvres il craignait une médicalisation de la société. Voir par exemple, *La Volonté de savoir*.

<sup>48</sup> Mises en place par les CCI en France

comportements humains. Il est probable aussi que de nouvelles philosophies sur le statut de l'humain par rapport à l'univers vont se formuler, avec leurs conséquences éthiques<sup>49</sup>.

Enfin la relation à la mort va nécessairement être repensée. Tout a commencé avec cette mort qui a fait brutalement et massivement irruption dans l'ensemble de l'humanité, chacun ou presque craignant d'être atteint quel que soit son statut, sa richesse...Et l'économie mondiale, s'est arrêtée. Cette peur est d'autant plus forte que nos civilisations modernes ont tout fait pour tenir la mort à distance -- en témoignent la réticence à envoyer des hommes sur les champs de batailles, ou l'horreur éprouvée devant des actes terroristes qui souvent tuent relativement peu de gens, mais jouent sur le spectaculaire. Pourtant, si l'on doit vivre avec le virus, il faudra bien accepter l'idée que « la mort fait partie de la vie »<sup>50</sup>.

## 6. Des réaménagements géopolitiques

### L'Occident, l'Extrême Orient, le Sud

Vu sous l'angle de la pandémie, il semble se dessiner un système mondial tripolaire : l'Occident, violemment et largement touché par l'épidémie et qui a du mal à répondre efficacement, accablé par des centaines de milliers de morts ; l'Asie orientale avec la Chine, Taiwan, la Corée, Singapour, le Vietnam et le Japon, beaucoup moins touchés, pour diverses raisons : affectés par les crises du SRAS et du H1N1 dans les années 2000, ils se sont mieux préparés, ils ont des atouts culturels (discipline collective, pragmatisme) qui leur ont permis de mieux se protéger de la contamination, et peut être aussi, pour certains comme la Chine, les nombres de personnes atteintes et décédées ont été délibérément minorés; et les pays du Sud qui semblent aujourd'hui moins affectés par le virus -- cela reste à confirmer<sup>51</sup>, mais qui seront lourdement impactés par la crise économique mondiale qui s'en suit.

Nécessairement les pouvoirs entre ces différents pôles vont être redistribués. La Chine qui a déjà contesté la domination américaine devrait tenter d'accentuer son emprise sur le monde, (dans la mesure où elle sortirait économiquement renforcée de la crise). La pression migratoire des pays du sud va s'accroître fortement si les crises sanitaires, économiques et sociales s'aggravent. Dans le même temps, ces peuples pourraient retrouver leurs racines culturelles occultées par la mondialisation aujourd'hui remise en cause.

---

<sup>49</sup> « Nous faisons l'expérience que la Terre peut se débarrasser de nous avec la plus petite de ses créatures. C'est très libérateur, à certains égards : nous sommes enfin libérés de cette illusion de toute-puissance qui nous oblige à nous imaginer comme le début et la fin de tout événement planétaire, dans le bien comme dans le mal, à nier que la réalité en face de nous soit autonome par rapport à nous ». Propos d'Emmanuèle Coccia dans le cadre d'une conférence organisée par le programme « Chemins de la métamorphose » le 28 avril 2020.

<sup>50</sup> Comme le disait une manifestante aux États-Unis, protestant contre le confinement imposé dans certains États.

<sup>51</sup> Il semble que le virus prospère moins bien dans les zones chaudes et humides du globe. Par ailleurs la population y est plus jeune et moins sensible au virus. Enfin, ayant absorbé de l'anti palud de longue date, elle est peut-être mieux protégée contre le virus.

Enfin l'ensemble des pays vont être impactés de manière très différente non seulement par le coronavirus, mais aussi par ses effets économiques – y compris ceux liés aux prix des matières premières et du pétrole (avec, par exemple en Europe, des pays pratiquement pas touchés par le confinement et d'autres qui se seront très lourdement endettés pour y faire face). On peut craindre que les pays déjà les plus fragiles soient le plus déstabilisés.

### Conflits et tensions au Nord

Les États-Unis, touchés au cœur -- avec plus de 20 millions de personnes au chômage, et plus de 80.000 morts<sup>52</sup> (début mai 2020) —sont victimes des fondamentaux de leur culture et de leur idéologie : individualisme et libéralisme poussés à l'extrême. Il est possible que cette chute s'accompagne d'un affaiblissement du dollar. Après l'élection présidentielle, précédée, sans doute, par une campagne tumultueuse, le pays devrait se remettre en état de marche, dans la discipline et la mobilisation générale, prêts à tout sur les plans monétaire, économique, géopolitique, guerrier pour retrouver un leadership. Les États-Unis entraineront les autres pays anglo-saxons derrière eux, après avoir redéfini le rôle et la place de l'État, à l'instar de ce qu'ils ont fait lors de la crise des années 30 et les deux guerres mondiales. Il n'est pas sûr, cependant, que le modèle de société anglo-saxon soit le mieux adapté au type de capitalisme et aux modes de coopération mondiaux qui vont s'instaurer. Les États-Unis et leurs alliés pourraient avoir durablement perdu leur leadership<sup>53</sup>.

L'Europe, qui a affronté la crise en ordre dispersé (encart 6), va tanguer fortement ; la fermeture anarchique des frontières entre États membres opérée pendant la crise sanitaire pourrait se perpétuer ; l'écartèlement entre le Nord « vertueux » et le Sud « laxiste » n'est pour le moment pas en voie de réduction ; s'il s'aggrave, l'Union Européenne sera en péril ; on peut aussi envisager un possible éclatement de l'Euro, en dépit d'actions massives de la BCE.

La Russie résistera avec ses ressources naturelles, même appauvrie, tandis qu'elle développera les espaces sibériens et arctiques devenus hospitaliers avec le réchauffement climatique ; et elle profitera, comme actuellement, de zones géopolitiques troublées pour y exercer son influence.

Les pays de l'Asie de l'Est devraient donc sortir renforcés de la situation ; toutefois, si la crise économique mondiale dure longtemps, on ne peut exclure des soubresauts violents en Chine, avec des populations en révolte du fait du chômage de masse, avant d'être recadrées par un pouvoir fort (si on se réfère à l'histoire), poursuivant par ailleurs sa conquête du monde, complétant les « nouvelles routes de la soie » par une diplomatie de l'empathie. L'efficacité de cette dernière n'est, cependant, pas assurée, tant la gestion opaque de la pandémie, depuis son origine, affecte l'image de la puissance chinoise.

---

<sup>52</sup> Ce sont à plus de 80 pour cent des personnes venant des minorités noires et « latinos » (étant plus pauvres, avec plus de comorbidité) !

<sup>53</sup> Thomas Gomart, *Le Monde* du 8 avril 2020 : « Cette crise est la première d'un monde post-américain ».

### Encart 6 – L'Europe affaiblie

L'Europe ne sort pas grandie de la situation. La Commission européenne n'a pas eu à faire face à la crise sanitaire car les questions de santé relèvent des compétences nationales. Elle n'a pas su, cependant, répondre par des aides d'urgence aux pays en détresse sanitaire, l'Italie notamment qui a été secourue... par la Chine et la Russie. Les pays membres ont fermé en désordre et en panique leurs frontières pour enrayer la propagation du virus.

La Banque Centrale Européenne a eu du retard à l'allumage pour appuyer les pays membres, avant de lancer un programme massif de 750 milliards d'euros. Et aujourd'hui la mutualisation des dettes à venir fait problème, même si ces dettes seraient pour des projets d'investissements pour moderniser les infrastructures sanitaires, énergétiques ou autres. Ce qui a suscité de fortes tensions entre pays du Sud et pays du Nord. Le fossé créé par les différences de culture est difficile à combler.

Aussi, dans ces circonstances, les peuples sont enclins à se détourner du projet européen. Une majorité d'Italiens, par exemple, préférerait aujourd'hui quitter l'Europe, suivant l'exemple du Brexit (d'après de récents sondages).

### Mouvements au Sud

Les civilisations du sud vont nécessairement bouger : soit parce qu'elles seront violemment impactées par le virus, soit par ce qu'elles souffriront de la crise économique et sociale. Dans tous les cas des mouvements vont se produire.

L'Inde, dans une position géographique, géopolitique et culturelle intermédiaire entre le Nord et le Sud, peut continuer à affirmer sa singularité et son poids sur la scène mondiale, si elle ne paye pas un lourd tribut à la pandémie du fait d'infrastructures sanitaires médiocres, et d'une forte densité de population, cause de contagion, dans les grandes villes.

L'Afrique semble, pour le moment épargnée, par le virus (mais si il se répand ce continent en souffrira beaucoup du fait du manque d'infrastructures sanitaires et de la difficulté à confiner les populations, dont une part importante vit dans des bidonvilles) ; néanmoins les pays commencent déjà à souffrir de crises économiques, sociales et alimentaires ; il ne serait pas étonnant que plus d'un chef d'État soit balayé par les mouvements qui naîtront des crises, débouchant sur des formes inédites de gouvernance, avec un retour au pouvoir des communautés traditionnelles coalisées avec de nouvelles élites, issues de la diaspora universitaire.

Au Moyen Orient, face à la nouvelle donne, on ne peut exclure que le Monde arabe s'unisse face aux dangers – matérialisant l'aspiration à l'Umma qui n'a cessé de le travailler depuis son émergence (il faudrait, sans doute, un nouveau « prophète » pour cela). Mais l'ensemble des pays de la Méditerranée seront extrêmement fragilisés par leur dépendance au tourisme, au prix des matières premières et aux importations alimentaires, ce qui pourrait renforcer les crises politiques et sociales auxquelles ils sont confrontés depuis plus de 30 ans

L'Amérique latine, avec des pays inégalement affectés par le virus, pourrait retrouver les valeurs de ses « peuples premiers », « primitives » qui la rapprochent de la nature<sup>54</sup>, enracinées dans son inconscient collectif ; mais avec des risques de guerres civiles entre les mouvements populaires qui porteront ces valeurs et les lobbys opposés aux changements.

### Une reconfiguration de la mondialisation

Il ne faut pas oublier, derrière les dimensions politiques, les changements de pouvoirs économiques et d'organisation de la production mondiale que pourra entraîner la crise actuelle. On a déjà évoqué les conséquences du renforcement du capitalisme numérique – et ses conséquences sur l'influence des GAFAM ou de leurs équivalents chinois. Selon les scénarios économiques qui se réaliseront et la prise en compte ou pas des aspects écologiques, ce sont aussi tout le système industriel traditionnel qui va être reconfiguré, ainsi que très probablement le secteur financier.

Avec l'attention accrue accordée aux risques de dépendance des différents pays, c'est enfin peut être une nouvelle division internationale du travail qui va se mettre en place venant rééquilibrer le poids pris par la Chine et les Pays d'Asie. Il est probable que la globalisation ne sera pas remise en cause, mais nous allons entrer dans une nouvelle phase de celle-ci... avec des conséquences évidentes sur la distribution des pouvoirs à l'échelle internationale.

### Une nouvelle hiérarchie des nations

Une nouvelle perception de la puissance d'une nation devrait se faire jour. Les pays qui auront su le mieux faire face à l'épidémie verront leur étoile briller<sup>55</sup> : ainsi la Corée du sud et les pays nordiques dans le monde « développé ». A noter que c'était déjà des « success stories » des décennies passées<sup>56</sup>, et que, de ce point de vue, ils ont simplement confirmé leur rang.

On peut penser, dans cet ordre d'idées, que la notion de « pays puissance dans le monde » pourrait être complétée par la notion de « pays lumière pour le monde »<sup>57</sup>. Une nation rayonnera alors par ses valeurs, sa culture... une notion qui prolonge l'idée du « soft power »<sup>58</sup>.

---

<sup>54</sup> Pour Levi Sucre Romero, autochtone BriBri du Costa Rica, et coordinateur de l'Alliance mésoaméricaine des peuples et des forêts, « Le coronavirus dit maintenant au monde ce que nous disons depuis des milliers d'années, à savoir que si nous n'aidons pas à protéger la biodiversité et la nature, nous serons confrontés à cette menace et à d'autres plus graves encore ».

<sup>55</sup> Intervention de Bertrand Badie sur Arte le 23 avril 2020.

<sup>56</sup> Voir Jean-Eric Aubert, *Cultures et Systèmes d'innovation*, Presses des Mines, 2017 ;

<sup>57</sup> Concept proposé par Thierry Gaudin pour la France, encline au fil de son histoire à offrir au monde des principes universels (déclaration des droits de l'homme, mètre étalon, mathématiques modernes...).

<sup>58</sup> Notion théorisée par Paul Nye, expert américain de géopolitique, inspirateur notamment du président Obama.

## 7. De multiples crises difficiles à résorber

Un obstacle inattendu s'est dressé devant l'humanité. Elle l'a percuté de plein fouet, surprise, impréparée. Elle en a subi déjà des dégâts considérables – en termes de morts, de chômeurs, de pauvres ....

Sonnée, elle a retrouvé des peurs et des réflexes du « monde d'avant avant » : la peur de la nature et de ses menaces (se rappelant de la Grippe espagnole de 1918), la crainte du chômage de masse (comme dans la crise de 1929)...Et l'État-nation a fait retour comme acteur principal pour protéger les populations....On est aussi revenu, confiné, à des modes de vie d'antan...Tout se passe comme si les décennies qui se sont écoulées depuis la Deuxième guerre mondiale, avec l'épanouissement de la civilisation industrielle puis la mondialisation, avaient été oblitérées, occultées par l'irruption du virus.

Ceci s'effacera-t-il avec le retour de la « croissance » ? Certains, réputés visionnaires, le pensent : « Tout restera exactement pareil après ». Non, nous ne réveillerons pas après le confinement dans un nouveau monde. « Ce sera le même en un peu pire », prophétise Houellebecq<sup>59</sup> (l'écrivain de langue française le plus lu dans le monde). « Le principal résultat sera d'accélérer certaines mutations en cours : l'obsolescence des contacts humains ». Comme si ne restera du choc subi par l'humanité, en fin de compte, que la distanciation sociale, un peu de télétravail et une forme de dilatation de l'espace – et plutôt avec des conséquences négatives.

Mais ce point de vue fait tout de même fi du cortège de crises qui se profile, au-delà de la crise sanitaire dont nous ne sommes pas sortis : économique, sociale, environnementale, sans compter les perturbations politiques et géopolitiques.

Pour réduire l'importance et la durée de ces crises, il faudrait des choix clairs et des décisions fermes concernant :

- La santé, où il s'agit de faire face à l'épidémie avec des citoyens, dé-confinés, responsables à qui l'on fait confiance ;
- L'économie, où il s'agit, au-delà des mesures budgétaires et monétaires, de favoriser toutes sortes d'innovations et de libérer la créativité ;
- Le social, où il s'agit de mettre en place des programmes massifs en faveur des personnes les plus touchées et de redéfinir nos modes de vie en société
- L'environnement, où il s'agit de ne pas repousser pour des raisons économiques, financières ou autres les changements nécessaires dans les modes de production et de consommation.
- L'organisation des pouvoirs, qui devront trouver un nouvel équilibre entre démocratie et efficacité.

Et tout ceci dans un contexte mondial, où les puissances et les organisations internationales doivent opérer de manière coordonnée, pour contenir les désordres monétaires et financiers, pour lancer des grands programmes propres à créer de l'emploi....

C'est beaucoup demander...

---

<sup>59</sup> Lettre à France Inter, 4 mai 2020.



De fait les peuples, et ceux qui les gouvernent, ne sont pas prêts pour tout cela. Certes, comme on l'a vu, ils ressentent un besoin urgent d'initiatives publiques et privées, de programmes économiques et sociaux d'envergure, et plus généralement de réformes profondes.

Mais les craintes face aux risques à prendre, les égoïsmes face aux ressources à partager, les réticences face aux disciplines à adopter demeurent. Ce n'est pas parce que les peuples ont frôlé la mort qu'ils peuvent faire disparaître les peurs ataviques qui les habitent. Au contraire.

Cette ambivalence face au changement est profondément ancrée dans les esprits, et mettra du temps à se dissiper.

Nous nous interrogeons, au début de cette note, sur la nature de l'impact de la catastrophe du virus : serait-ce une bifurcation dans la trajectoire de l'humanité ? En définitive, oui probablement ! Nous semblons bien être à un virage du temps. Mais s'il paraît si redoutable à négocier, c'est sans doute que nous sommes aussi à un changement de civilisation. Les signes de dérèglement de celle dans laquelle nous avons vécu depuis la Deuxième guerre mondiale étaient manifestes. Un système économique mondial, alimenté par le « quantitative easing », générateur d'inégalités, et négligent des ressources et des contraintes de la planète, a fait long feu. Il reste à inventer une nouvelle civilisation. Mais, comme dit le poète, « Dans le péril croît aussi ce qui sauve ».

Ce qui sauve ? C'est l'expérience de multiples solidarités qui se sont manifestées au niveau planétaire, comme au niveau local. C'est la vision de grands projets pour faciliter la transition écologique au plan mondial ou européen. C'est l'aspiration du grand nombre à de nouveaux modes de vie plus équilibrés, plus égalitaires, et plus respectueux de la nature, et à d'autres façons d'habiter la planète.

# **Covid 19 -- A quoi peut ressembler le monde d'après ?**

## **Quelques scénarios proposés par la SFdP**

**8 Octobre 2020**

La Société Française de Prospective a entrepris une réflexion sur les effets qu'aura le choc de la pandémie du Covid 19 sur l'avenir des sociétés humaines.

Dans un premier temps, nous avons fait un travail d'analyse où nous avons recensé ce que nous semblaient être les traces plus ou moins durables et profondes que laisserait la pandémie sur les sociétés humaines. Par « traces », il faut entendre des traits et facteurs nouveaux, résultant de la survenue de la pandémie, différents des « tendances lourdes » qui influencent les évolutions des sociétés et des économies (même si ces traces peuvent accentuer ou infléchir ces tendances). Cette analyse fait l'objet du document posté sur le site de la SFdP, le 30 juin 2020.

Dans un deuxième temps, nous nous sommes engagés dans l'élaboration de scénarios sur les évolutions à moyen terme (3 à 5 ans) que pourraient connaître les sociétés, et plus particulièrement la société française. C'est l'objet de ce deuxième document (\*).

*(\*) Ce document a été rédigé par Jean-Eric Aubert (président de la SFdP) pour les parties introductive et conclusive, Christine Afriat (vice-présidente) pour les scénarios 1 et 2, et Jacques Theys (vice-président) pour les scénarios 3 et 4.*

**INTRODUCTION : DE LA PROSPECTIVE DES TRACES À LA CONSTRUCTION DE SCÉNARIOS**

## Les traces laissées (à ce jour) par la Covid sur les sociétés humaines

Les éléments résultant de notre « prospective des traces », sont synthétisés dans le tableau 1. Les observations sur les changements résultant du choc de la pandémie sont classées dans sept catégories : idéologie (vision du monde), économie, social, politique, technologie, géopolitique, et environnement.

On peut résumer les traits qui caractérisent l'état du monde impacté par la Covid de la manière suivante : les sociétés ont été profondément déstabilisées par la pandémie et les mesures de confinement prises sur la planète; pour éviter un effondrement aux multiples conséquences, les États se sont massivement engagés avec des appuis financiers et monétaires et les pouvoirs publics reprennent une place préminente dans les sociétés ; l'usage des technologies numériques s'est considérablement amplifié; la situation géopolitique mondiale s'est singulièrement transformée et, à certains égards, détériorée ; l'environnement et le changement climatique sont de plus en plus menaçants ; ainsi, les sociétés sont fortement en quête de protections et/ou de relances.

Tableau 1 – Traces laissées par la pandémie

|                  |  |
|------------------|--|
| <i>Idéologie</i> | <i>Resurgissement brutal de la mort dans l'esprit des sociétés<br/>Sentiment de vulnérabilité de l'humanité<br/>Reconnaissance de l'interdépendance des peuples<br/>Remise en cause de la mondialisation<br/>Retour de l'État nation (souveraineté nationale)<br/>Montée du besoin de s'assurer contre les « grands risques »</i>  |
| <i>Économie</i>  | <i>Récession la plus forte depuis la crise de 1929<br/>Forte montée du chômage, et de la pauvreté<br/>Dettes massives (publiques et privées)<br/>Déstabilisation de secteurs entiers (tourisme, culture, aéronautique, automobile, culture, Hôtel-café-restaurant)<br/>Tentatives de relocalisation des productions<br/>Accélération du « capitalisme numérique »<br/>Évolution du modèle de consommation</i>  |
| <i>Société</i>   | <i>Prise de conscience de la vulnérabilité de sociétés<br/>Révélation et creusement des inégalités (économiques, éducatives...)<br/>Montée et exacerbation des ressentiments (y compris antiracisme)<br/>Distanciation et défiance vis-à-vis de l'Autre (contaminant)<br/>Demande de restauration des services publics<br/>Manifestations de solidarités (du local au global)<br/>Chamboulement de la conception espace/temps<br/>Déculturation des jeunes (du fait de la déscolarisation partielle)<br/>Reconsidération de la manière d'apprendre</i> |

|                      |  |
|----------------------|--|
| <i>Politique</i>     | <p><i>État sauveteur (payeur, employeur, assureur...)</i><br/> <i>Mais contesté pour son autoritarisme ou son inefficacité</i><br/> <i>Révoltes contre les confinements et mesures contre la pandémie</i><br/> <i>Affermissement des niveaux sous nationaux</i><br/> <i>Tensions politiques, polarisation entre autoritaires et « libertaires »</i><br/> <i>Montée des partis « alternatifs » (écologistes, entre autres.)</i></p>   |
| <i>Technologie</i>   | <p><i>Développement massif du télétravail, de la télé-éducation</i><br/> <i>Facilitant la réoccupation des territoires et freinant la sur-urbanisation</i><br/> <i>Renforcement de la substitution progressive des relations physiques par des relations virtuelles</i><br/> <i>Surveillance et traçage des sociétés (pour lutter contre la pandémie)</i><br/> <i>Numérisation des échanges (réduction de la monnaie papier)</i><br/> <i>Diffusion des technologies de la transition énergétique et de l'autonomie</i></p> |
| <i>Géopolitique</i>  | <p><i>Désordre mondial</i><br/> <i>Interdépendances des nations</i><br/> <i>Comportements « délinquants » en Méditerranée, Europe, Asie</i><br/> <i>Effacement des organisations internationales</i><br/> <i>Montée hégémonique de la Chine, déclin des États-Unis</i><br/> <i>Resserrements régionaux (Europe, Moyen Orient)</i><br/> <i>(Sous) Continents gravement affectés (Amérique latine, Inde)</i><br/> <i>Afrique épargnée par la crise sanitaire mais pas par la crise économique</i></p>                        |
| <i>Environnement</i> | <p><i>Prise de conscience des dégâts causés par les zoonoses et leur origine</i><br/> <i>Prise de conscience de la transition écologique et des conséquences des pertes de biodiversité</i><br/> <i>Risque de sacrifier la lutte contre le réchauffement climatique à la relance de la croissance, en dépit des plans de relance centrés sur la transition énergétique et écologique</i></p>   |

### ***Des sociétés déstabilisées....***

*Des questions existentielles.* La crise sanitaire a réinstallé la mort dans l'inconscient collectif de l'humanité ; elle en avait été progressivement refoulée depuis la Deuxième guerre mondiale. L'humanité se perçoit comme vulnérable. L'idée même de progrès est remise en question. Pour certains, la Covid est une chance pour l'humanité. La pandémie a montré que l'on pouvait arrêter la machine économique au niveau mondial, que les États pouvaient se mobiliser en masse pour venir au secours des citoyens et des entreprises, que l'on pouvait avoir de nouveaux rapports avec la nature, et aussi pour les autres. De ce point de vue, les peuples se sont sentis très interdépendants.

*Des économies sens dessus dessous.* Les économies mises à l'arrêt, le chômage monte en flèche, la pauvreté se répand ... Les États injectent des montagnes de liquidité, en plans de soutien puis en plans de relance. Mais on peut craindre à terme, plus ou moins rapproché, des crises de dettes ou de l'inflation incontrôlable. Des secteurs entiers sont balayés :

tourisme, aéronautique... La mondialisation est remise en cause. On cherche à relocaliser des productions. La croissance à long terme risque d'être durablement « plombée » car les entreprises n'investissent plus.

*Des tensions sociales.* Des résistances aux mesures sanitaires (confinement) donnent lieu à des manifestations. La crise a révélé et accru les inégalités (économiques, territoriales, technologiques, éducatives). Elle a fait ressortir des ressentiments contre le racisme dans les ex pays colonisateurs. L'insécurité et l'incivilité ont augmenté. La crainte de l'autre – contaminateur potentiel – instille un climat de défiance dans la société, qui s'approfondira si la pandémie se prolonge. Néanmoins de nouvelles formes de solidarité se font jour – tant dans la proximité (pour venir en aide aux démunis) qu'à l'international (avec le mouvement « Black Lives Matter », par exemple)

*De glissements politiques.* Les partis traditionnels sont de plus en plus délaissés par les électeurs. Monte à la place une opposition entre partisans de l'ordre ancien (au besoin avec des mesures musclées) et une mouvance sociale-écologiste – notamment dans la jeunesse. Le fonctionnement des démocraties, dans ses formes classiques, semble de plus en plus inadapté pour faire face aux problèmes.

### ***...Plus « étatisées » et plus numérisées...***

*Un État sauveteur.* L'État-nation, quelque peu marginalisé dans la mondialisation, est revenu au premier plan : le voici payeur, employeur, assureur, stratège.... Il y a une forte demande de restauration des services publics. Cela n'empêche pas que l'État soit contesté, que l'on trouve les mesures prises trop autoritaires ou au contraire trop laxistes. Cela ne veut pas dire non plus qu'il soit efficace. Les lourdeurs et lenteurs bureaucratiques dans plus d'un pays affectent son efficacité. Dans le même temps, les échelons locaux s'affirment en complément indispensable de l'État central dans la mise en œuvre des mesures sanitaires, économiques, ou sociales. Il va falloir, sans doute, repenser « l'État providence ».

*Le numérique partout.* Le télétravail, la télé-éducation, la téléconférence.... se sont développées en masse. Cela devrait faciliter une réoccupation des territoires, répondant aux vœux des populations. En parallèle se développe une société de surveillance, justifiée, entre autres, par la lutte contre la pandémie. Un univers de « fake news » et d'agression informationnelle envahit les réseaux sociaux. Un capitalisme numérique se substitue au capitalisme industriel.

### ***...Dans un monde de plus en plus inquiétant...***

*Un désordre géopolitique grandissant.* La scène mondiale est dominée par le conflit entre la Chine de plus en plus hégémonique et les États Unis sur le déclin, qui souffrent, de plus, d'une société de plus en plus divisée. Les organismes internationaux se montrent impuissants. Des comportements prédateurs et d'État voyou se multiplient, profitant de l'accaparement des esprits par la crise mondiale. Le « modèle » occidental, vu comme

inégalement efficace face à la pandémie, est de plus en plus discrédité. A terme, on peut prévoir des pressions migratoires fortes en provenance de continents secoués par la crise économique (Afrique, Amérique latine).

*Un environnement de plus en plus menaçant.* L'État de l'environnement continue de se dégrader. Les risques de zoonoses s'accroissent avec la destruction des habitats naturels des animaux. Le réchauffement climatique se poursuit et ses effets affectent de plus en plus la planète (sécheresses, incendies, tempêtes...). Si le confinement a réduit les émissions de gaz à effet de serre, la lutte contre le réchauffement climatique et plus généralement les préoccupations écologiques risquent de passer au second plan, derrière la relance de la croissance.

### ***...En quête de protections et de relances***

*Celle-ci apparaissent transversalement au travers des diverses catégories...*

*Des recherches de protections multiformes.* Face aux incertitudes, appauvrissements, désordres, violences... le besoin de protections se manifeste à tous les niveaux : les individus épargnent massivement ; les citoyens plébiscitent un État fort ; les entreprises cherchent l'abri des pouvoirs publics ; le protectionnisme monte ; les États affermissent leur intégration (Europe) ou nouent de nouvelles alliances (pays arabes avec Israël). Cette évolution vers une « société de protection » est, sans doute, une trace très durable (se transformant en tendance lourde) – avec les excès qu'elle pourrait susciter (nationalisme, autoritarisme et autres).

*Des attentes de relance divergentes.* Pour certains, il s'agit de retrouver à tout prix « la croissance » pour résorber le chômage, rembourser les dettes ... Pour d'autres, la crise est l'occasion de changer radicalement de modèle de développement. Prenant en compte les deux points de vue, les pouvoirs publics bâtissent des plans intégrant les préoccupations écologiques et sociales, mais continuent de faire une large place à la compétitivité. Pendant ce temps, les démarches de relance – de résilience – se multiplient au niveau capillaire : dans les entreprises qui innovent, dans les quartiers qui s'entraident ...

### **Une décennie cruciale – un éventail de scénarios**

On pressent bien que l'avenir des sociétés humaines va être fortement influencé par ce qui va se passer dans les années à venir – la décennie approximativement --, même si la pandémie laissera des traces profondes à plus long terme. De plus, il est difficile d'imaginer des trajectoires au niveau national sans qu'elles soient fortement influencées par les évolutions au niveau global. De ce point de vue on peut voir les choses de façon plus ou moins sombre (ou optimiste).

On peut imaginer que tout va, finalement, revenir progressivement à une situation proche d'avant la Covid : on va rapidement trouver un vaccin, l'épidémie va disparaître à l'horizon

d'une année ou moins ; les plans de relance des gouvernements vont fonctionner ; la croissance va revenir et le chômage va se résorber progressivement ; on va s'installer sur des trajectoires de développement plus écologiques. A moyen terme, on évitera les crises financières en réduisant progressivement les dettes, l'inflation, si elle devait se développer, sera contenue ... On pourrait parler d'un « scénario blanc », comme si la trajectoire à long terme des sociétés humaines avait été peu impactée par les quelques années marquées par la pandémie.

A l'inverse, on peut imaginer un « scénario noir » : la pandémie se prolonge durablement, on ne trouve pas de vaccin efficace, les économies restent atones, les problèmes sociaux s'aggravent dans nombre de pays, s'ensuivent des tensions politiques fortes, le nationalisme (et son cortège de dérives) se répand ; les crises des dettes affectent durement l'économie mondiale (éclatement de l'Euro) ; les conflits géopolitiques (de territoire ou autre) se multiplient... On peut y ajouter une accélération des dérèglements climatiques (et, pour faire bonne mesure, si l'on peut dire, on pourrait imaginer une catastrophe terrestre majeure telle un tremblement de terre de grande ampleur dans une région stratégique, comme le « big one » californien).

Entre ces deux extrêmes, diverses variantes peuvent être envisagées. Nous avons retenu quatre scénarios :

- Le « rebond » : il n'y a pas de facteurs d'aggravation de la situation et les plans de relance répondent aux attentes ; cette variante requiert, néanmoins, à moyen terme des comportements vertueux tant pour résorber les dettes que pour réduire les distorsions écologiques et sociales des économies.
- La « divergence » : la pandémie ne disparaît pas rapidement (les vaccins tardent), les plans de relance fonctionnent plus ou moins bien ; mais les facteurs d'aggravation restent mineurs ; dans ce scénario « au fil de l'eau », un processus darwinien affecte les économies et les sociétés : les plus forts ou les plus adaptés s'en sortent ; les autres disparaissent ou végètent ; cela s'applique aux pays, aux firmes, aux individus. Les inégalités de toutes natures se creusent.
- L'« effondrement » : les facteurs d'aggravation (économiques, politiques, géopolitiques, environnementaux...) se combinent pour déstabiliser la communauté mondiale (éventuellement en partant d'un évènement « fortuit », par exemple un conflit en mer de Chine) ; la peur et les comportements irrationnels emportent les sociétés dans la violence et les populations s'enfoncent dans un appauvrissement général.
- La « bifurcation » : à plus ou moins brève échéance, dans les dix années à venir, les sociétés humaines font preuve de plus d'anticipation (prenant conscience des « grands risques ») ; elles s'engagent résolument dans des innovations sociales d'envergure ; elles s'efforcent de faire prévaloir les valeurs écologiques, de solidarité, de paix .... De nouvelles formes de coopération internationale s'instaurent. Il n'est pas exclu que cette bifurcation soit stimulée par la peur, sinon l'expérience, de l'effondrement. Et il est bien possible que, à terme, la bifurcation soit, effondrement ou pas, *in fine* inéluctable, tout en étant plus ou moins marquée. Portée, entre autres, par une jeunesse en mal du monde que lui auront laissé ses parents.

Les scénarios pour la France s'inscrivent dans ces quatre scénarios (ou sont surdéterminés par ceux-ci), ce qui se passe au niveau mondial constituant une toile de fond. Tout en prenant en considération l'environnement international et l'évolution de la planète, ils prennent en compte, évidemment, les spécificités de la nation, et notamment la nature du régime politique (fortement centralisé), la situation financière (un grand déficit public),

industrielle (avec des faiblesses durables), sociale (inégalitaire en dépit d'une forte redistribution, une société éruptive), géopolitique (insertion dans l'Europe) ....

Les scénarios « optimistes » sont élaborés en fonction de facteurs « positifs » susceptibles d'aider le pays à sortir de l'ornière (par exemple, un succès du plan de relance), et les scénarios « pessimistes » en fonction de facteurs « négatifs », (comme une crise politique grave, née de coalitions de mécontents : gilets jaunes, habitants des « cités », indépendants sans emploi) mettant très à mal la cohésion de la nation. Dans ce dernier cas, le scénario à la française pourrait prendre un tour plus catastrophique que les scénarios mondiaux dans lesquels il s'inscrirait (qu'ils soient « blanc » ou « noir »).



## SCÉNARIO I : REBOND

Alors qu'au début de la crise sanitaire sans précédent, qui a déferlé au début de 2020 en France comme dans le reste du monde, la peur a dominé les choix des gouvernements comme des individus, cette émotion progressivement s'est atténuée.

Les gouvernements n'ont pas réagi de la même manière à ce fléau qui s'est répandu depuis la Chine vers le reste du monde. Si dans un premier temps, ils ont cherché à minimiser le problème, ils ont ensuite mis en place des mesures afin de lutter contre sa propagation. La crise du coronavirus marque en Europe le grand retour des États.

En France, le modèle de la protection sociale a joué un rôle clé en amortissant les effets de la crise, en assurant des revenus aux salariés en chômage partiel, en maintenant les entreprises à flot, en soutenant des secteurs fortement impactés comme l'aérien, l'aéronautique, l'automobile, le tourisme et en mettant en place une garantie publique permettant de couvrir jusqu'à 300 milliards d'euros de prêts pour sauver les petites et moyennes entreprises.

### **Le retour de l'Etat**

Si dans la vague 1 de la Covid-19 la santé a primé sur l'économie, après le déconfinement de la population, face aux risques économiques, sociaux et sociétaux qui se profilent, la donne change dès le premier semestre 2021. Le plan de relance français, qui avait comme objectifs de ne plus dépendre des autres pour les biens essentiels comme de ne plus risquer des ruptures d'approvisionnements critiques a porté ses fruits. Au-delà de l'injection de 100 milliards d'euros dans l'économie, le Plan de relance a réussi à ancrer les anticipations, avec en ligne de mire la reprise de l'investissement. Si à court terme, la confiance a été retrouvée, à moyen terme, les acteurs économiques envisagent d'aborder sereinement les grandes transitions qui sont énergétique, environnementale et numérique. Ceci a été rendu possible grâce à une démarche concertée au niveau européen pour arrêter une politique industrielle cohérente.

Fin 2020, le gouvernement a débloqué une enveloppe de 600 millions d'euros à destination des régions afin qu'elle preserve leurs capacités d'investissement, cette décision a permis qu'elles soient des relais précieux dans la mise en œuvre du plan de relance. Pendant toute l'année 2020 et début 2021, les régions se sont fortement mobilisées pour apporter leur aide à l'ensemble des acteurs économiques, et plus particulièrement pour soutenir les secteurs du tourisme, de la culture et de l'économie sociale et solidaire. Elles ont initié des partenariats avec les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et avec les départements.

L'épidémie a poussé l'Etat a relancé sa décentralisation avec la mise en place d'instances de gouvernance et de pilotage avec les collectivités territoriales. Les contrats de plan État-région (CPER), ont été réanimés. Les nouveaux portent sur 2021- 2027 et les préfets ont initié des *Contrats de relance et de transition écologique (CRTE) d'une durée de 6 ans*.

Alors que les experts annonçaient de nombreux plans sociaux et de nombreuses restructurations pour le printemps 2021, ces derniers ne se sont pas produits. L'Etat a

soutenu les agents privés grâce à l'abondance des liquidités permises par un endettement à taux zéro, les entreprises n'ont utilisé qu'un tiers des prêts garantis et la banque centrale n'a pas créée de tension.

L'économie repart lentement car la deuxième vague a été évitée. La croissance économique atteint 7% en 2021 et 3% en 2022, année où le niveau d'activité d'avant la crise sanitaire est retrouvé.

Alors que plus d'un million d'emplois industriels ont été détruits sur la décennie du fait de la délocalisation de la production, on ne constate pas de mouvement de fond de relocalisations. En revanche de nombreuses entreprises essaient de diversifier et de raccourcir leurs chaînes d'approvisionnement pour éviter des situations de rupture. Certaines vont même jusqu'à payer leurs sous-traitants présents en France plus cher.

La consommation est plutôt bien répartie parce que les revenus des ménages ont été à peu près préservés dans leur ensemble pendant la crise et la confiance s'installe. Le confinement a contraint les français à réduire leur consommation, or à présent l'envie de consommer recommence à poindre à nouveau auprès d'une partie de la population. Toutefois, les français s'opposent de plus en plus dans leur façon d'aborder leur consommation.

D'une part, une avant-garde qui s'engage dans une logique de sobriété et, d'autre part la majeure partie de la population qui demeure attachée au modèle de l'hyperconsommation. Cette fracture recouvre en fait une autre entre les Français – plutôt en haut de l'échelle sociale – relativement protégés des effets de la crise ou, à tout le moins, disposant des moyens d'y faire face, et les autres pour lesquels les conséquences de la crise sont vécues dans des conditions matérielles difficiles et pour qui la consommation constitue une valeur importante.

La crise sanitaire a bouleversé le monde du travail. Plus de la moitié de l'humanité ayant été confinée, et n'ayant pu se rendre sur son lieu de travail au quotidien, le télétravail s'est imposé naturellement. Passé le début de la crise où un quart des salariés était au chômage partiel, un autre quart en télétravail et un troisième quart travaillait sur site ou sur chantiers, début 2021 les entreprises ouvrent des négociations avec les organisations syndicales afin de définir les modalités de sa mise en œuvre en se focalisant sur les conditions de travail à domicile. Au début de 2023, dans les secteurs de l'information et de la communication et les activités financières et d'assurance, les salariés alternent régulièrement travail à distance et en présentiel. Quant aux métiers qui nécessitent des échanges et des interactions et pour lesquels le travail en présentiel s'impose, les négociations salariales qui ont débutées début 2021 n'ont pas abouties et font toujours l'objet de négociations vives.

En 2020, le gouvernement français, comme l'ensemble des États européens, s'est appuyé sur l'expertise scientifique pour justifier la validité de ses décisions. Puis prenant conscience que la crise sanitaire allait s'accompagner d'une crise économique et sociale aussi grave a pris ses distances avec le conseil scientifique qu'il avait institué. Sa première priorité a été de trouver une médication adaptée et de soutenir l'institut Pasteur dans sa recherche d'un nouveau vaccin. Début 2021, les évaluations cliniques chez l'homme démarrent. Un vaccin protecteur contre la maladie a pu finalement être produit, ce n'est qu'en 2022 qu'il est commercialisé.

## La confiance rétablie

Début 2021, 60 % des français estimaient qu'il était possible que l'épidémie puisse reprendre dans certains territoires tout en restants confiants dans la capacité de réussir à la maîtriser. Cette confiance est bien instaurée en 2022.

La pénurie de masques, de respirateurs et d'équipements essentiels pour lutter contre la pandémie de Covid-19 ayant révélé la dépendance à la fabrication étrangère, la France, avec ses principaux partenaires européens, se lance dès 2022 dans la régionalisation des chaînes d'approvisionnements au périmètre de l'Union européenne.

La crise sanitaire a mis en évidence que la logique budgétaire de l'hôpital public avec le souci constant d'optimiser l'occupation des lits était une erreur. La gestion en flux tendu ne laisse aucune marge de manœuvre pour faire face à l'imprévu. C'est pourquoi le gouvernement a ouvert une réflexion au deuxième trimestre 2021 sur l'Hôpital en 2040.

## Le sursaut de l'Europe

Dans un premier temps, la crise a relégué dans l'insignifiance le projet européen mais au fur et à mesure que la pandémie s'étendait, les Européens ont pris conscience qu'ils partageaient un destin commun et que la solidarité européenne était essentielle pour surmonter le défi de cette crise sanitaire. La politique de cohésion et le Fonds de solidarité de l'Union Européenne ont joué un rôle clé dans la riposte au coronavirus. Le plan de relance européen a ouvert la porte à l'Europe des transferts et de l'endettement commun.

La France et l'Allemagne reprenne leur initiative d'actions commune en se concentrant sur l'accompagnement des mutations structurelles de l'économie, et avant tout dans les secteurs de l'écologie, du numérique et de la santé. Des investissements publics massifs dans l'éducation et le réseau d'infrastructures sont engagés.

*La rivalité entre les États-Unis et la Chine a eu pour conséquence la perte du leadership américain. En dépit de la guerre tarifaire et des accords commerciaux que les États-Unis ont initiés, le déficit commercial de ce pays se creuse de plus en plus vis-à-vis de la Chine. La situation du pays est très fragile. Après un PIB inférieur de 5% à sa trajectoire de janvier 2020, l'économie américaine ne retrouve sa trajectoire pré-crise qu'en 2023. Le pays est confronté à une situation inédite avec une croissance durablement atone, un surendettement public et privé en parti nourri par de la création monétaire et des inégalités et des tensions de plus en plus exacerbées.*

Le budget, consacré à la lutte contre la pandémie et ses conséquences, a une enveloppe qui augmente d'année en année. Ce qui accroît d'autant les déséquilibres des finances publiques et les besoins d'emprunts de l'État.

Du côté de la Chine, sa surprenante résilience est liée à la hausse des exportations de matériel de protection sanitaire et d'équipements électroniques ainsi qu'à une baisse des exportations des pays émergents fortement touchés par la pandémie. Cependant, son modèle de développement rencontre des difficultés dès 2022 : croissance de plus en plus coûteuse, montée des inégalités sociales, dégradation à grande échelle de l'environnement,

surconsommation des matières premières, essoufflement de la demande intérieure. La rentabilité socio-économique des investissements réalisés diminuant, une dynamique d'endettement se profile.

Quant au fonctionnement des organisations internationales, la crise sanitaire les a mis devant des choix qu'elles ne peuvent plus reporter. L'instabilité qu'a connu les marchés financiers les ont amenés à prendre conscience qu'une réorganisation s'impose. Cette dernière commence à se mettre en place grâce à l'intervention d'une multiplicité d'acteurs. Les Etats au sein du FMI et du G20 ; les entreprises ainsi que la société civile. Ce n'est qu'en 2023 que le G20 met à l'ordre du jour de son sommet extraordinaire une coopération internationale au niveau sanitaire en tenant tout particulièrement en compte de la situation des pays les plus vulnérables. Quant à l'Union européenne, elle poursuit sa stratégie de soutien à l'Afrique en y introduisant le Pacte vert.

## NOTES

---

<sup>1</sup> Banque de France, « L'impact de la crise du Covid-19 sur la situation financière des ménages et des entreprises », 4 septembre 2020 ;

<sup>2</sup> Cybegéo, « Quelles évolutions de nos modes de consommation au temps du Coronavirus ? 25 mai 2020 ;

<sup>3</sup> Plan de relance Français, septembre 2020 ;

<sup>4</sup> Norbert Walter-Borjans, « Pour un acte de vraie solidarité européenne », Fondation Jean Jaurès, 15 juin 2020 ;

<sup>5</sup> European Commission, Strategic Foresight 2020: Charting the course towards a more résilient Europe.

## SCÉNARIO 2 : DIVERGENCE

La crise sanitaire a joué comme un accélérateur de la transition numérique. Le grand vainqueur de cette crise est le capitalisme numérique (matérialisé par les GAFAM) - qui a su accroître son importance par rapport au capitalisme industriel, durement touché par la situation économique. Nous assistons à un moment de basculement de l'économie dans un nouveau régime de croissance et du rôle de l'Etat.

Un processus darwinien affecte les économies et les sociétés ; se profile les grands gagnants et les perdants de cette crise : ceux qui étaient préparés ou du moins qui avaient mis en place une avance technologique, et ceux qui au contraire n'ont pas d'autres choix aujourd'hui que de panser les plaies qui s'élargissent sans cesse et pour lesquelles les solutions curatives déployées laisseront des traces.

### Émergence du capitalisme numérique

Comme Ali baba qui s'est imposé en Chine avec l'épidémie du SRAS en 2003, les géants américains du web renforcent leur suprématie commerciale. La covid-19 a accéléré de manière évidente la transition générale vers le numérique. Si l'épidémie n'est pas tout à fait éradiquée, ces entreprises sortent renforcées, bénéficiant de quantités de données exploitables, d'un historique et donc d'une connaissance fine du marché et des clients, vecteur d'efficacité. La donnée, nouvel « or noir », est la clé de voûte du succès des grandes entreprises technologiques actuelles. Les géants américains se sont installés encore plus durablement et significativement dans notre quotidien.

Le coronavirus a accéléré le passage à la quatrième révolution industrielle qui se caractérise par une accélération numérique. La connectivité s'est révélée essentielle pour assurer le déplacement de millions de postes de travail vers le domicile car le télétravail s'est fortement développé. Le secteur online a compensé la paralysie de l'offline. Certaines activités ont trouvé dans le digital des voies de secours pour maintenir les flux d'échange. Les logiciels de travail à domicile ont fait émerger un nouveau modèle de « bureau en ligne ». Le renforcement du rôle stratégique du cloud et les modèles d'hybridation ont permis de servir les applications les plus critiques et la mise en œuvre d'approches plateforme, offrant aux services critiques de l'entreprises plus de réactivité, d'évolutivité et de résilience. Dans un environnement de travail redistribué, l'Edge Computing renforce la prise de décision au plus près du lieu de production de la donnée. Pour les entreprises qui opèrent des services en ligne, l'intelligence artificielle devient la clé des activités pour améliorer la qualité et l'anticipation des événements. Face à une demande toujours plus forte en transparence et en traçabilité, la blockchain se démocratise et au moment où les pays accompagnent leurs sorties de crise par une stratégie de tracing. La cybersécurité devient un investissement indispensable. Des acteurs malveillants profitent du télétravail pour intensifier les campagnes d'ingénierie sociale, effectuer des tentatives de « phishing », de « ransomware », en utilisant en particulier des leurres de mots-clés en lien au coronavirus ou à des événements actuels associés.

Au regard de ce big bang de l'accélération du numérique et de la crise sanitaire, c'est l'ensemble de l'environnement de travail, voire la notion même d'entreprise en tant que lieu

qui évolue. La transformation des métiers et l'automatisation amènent vers une forme hybride du lieu de travail se traduisant par la fin des barrières géographiques au profit des compétences et des expertises. Du fait d'une nécessaire complémentarité entre le travail humain et l'activité de la machine, les compétences recherchées sont les capacités cognitives, de créativité, d'initiative et de réflexion. Or, ces compétences ne sont pas distribuées de manière égale parmi la population active.

Si l'activité est proche de son niveau d'avant-crise dans des secteurs tels que l'agro-alimentaire ou la chimie, elle reste fortement déprimée dans d'autres secteurs, tels que les produits informatiques, électroniques et optiques ou les transports. Dans les services, la reprise se poursuit à un rythme contrasté. Les secteurs, comme le tourisme, l'économie sociale, la culture et la création, qui fournissent des services nécessitant un contact direct, sont fortement touchés et leur chiffre d'affaires a chuté de plus de 70 %. Si le secteur Hôtel-café-restauration a été fortement impacté au début de la crise sanitaire, une amélioration de l'activité a été plus nette qu'attendue fin 2020 dans l'hébergement (tout en restant à un niveau encore très loin de la normale) et dans une moindre mesure la restauration. Mais en raison de confinements partiels, compte tenu d'une reprise de la pandémie, ces deux secteurs connaissent une baisse forte de leur activité en 2021. Dans le bâtiment, l'activité a repris progressivement, le secteur devant notamment rattraper le retard pris avec l'arrêt des chantiers pendant le confinement. Dans l'industrie, l'activité recule dans l'habillement, le textile et la chaussure. Le double choc d'offre et de demande a provoqué une détérioration de la trésorerie des entreprises du secteur, des pertes d'emplois, voire même des faillites. Le développement du commerce en ligne a entraîné la fermeture de certains points de vente physique. Les entreprises qui ont su s'adapter en nouant des partenariats avec des sociétés spécialisées dans la vente en ligne ou en développant en interne ce service pour leurs clients, sont les moins impactées par la crise.

L'E-consommation se développe de plus en plus. De nombreuses plateformes en ligne ont réalisé une expansion fulgurante et ont initié leurs clients au shopping en ligne. Le e-commerce des produits frais ou pharmaceutiques (thermomètres, masques médicaux, désinfectants pour les mains...) a affiché une croissance rapide en peu de temps. Certaines entreprises ont remplacé leurs livreurs par des robots.

### **Priorité à la santé, focalisation sur l'arrivée d'un vaccin et montée de la E-médecine**

Les pays qui ont eu la faculté de traiter les données et de les utiliser montrent clairement une capacité d'adaptation et un avantage salvateur face à la crise du coronavirus, poussant à l'admiration et au fatalisme des autres. C'est ainsi que les Etats qui ont utilisé dès le début la technologie et les données à bon escient montrent une facilité déconcertante à limiter la progression de la pandémie, tandis que d'autres peinent à l'enrayer.

Alors que 172 pays et territoires ont entamé dès le deuxième semestre 2020 des discussions en vue de participer au Mécanisme COVAX, initiative mondiale consistant à collaborer avec les fabricants de vaccins pour garantir aux pays du monde entier un accès équitable à des vaccins sûrs et efficaces, une fois qu'ils seront homologués et approuvés, dès 2021, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Union Européenne, le Japon, Australie, Israël, entre autres, ont préacheté la moitié des futures doses de vaccins. Cet acte a pour conséquence qu'une majorité de la population mondiale se retrouve démunie face à l'évolution de la pandémie.

La gravité de l'épidémie a obligé la médecine à modifier son mode de travail. Les services hospitaliers étant au bord de la saturation, la médecine de ville s'est ouverte à la consultation à distance. Les applications, comme Doctolib, ont révolutionné les prises de rendez-vous et la gestion administrative des médecins libéraux. Les applications pour diagnostiquer et gérer l'état de santé des patients se sont généralisées. Les smartphones sont devenus un outil de prévention, indiquant les bonnes pratiques et offrant un suivi des principaux indicateurs de santé. Les robots intelligents sont partout présents dans l'hôpital : assumant une partie de la désinfection des services ; livrant automatiquement des aliments ou des médicaments jusqu'à la chambre du patient. Les chatbots sont utilisés pour aider au suivi médical des malades. L'Intelligence artificielle et l'informatique haute performance ont le potentiel d'accélérer le développement de traitements, vaccins et diagnostics, prédire la propagation des maladies et planifier la distribution de ressources. Ces innovations sont également utilisées pour analyser les risques sanitaires individuels et apporte une aide non négligeable à la médecine préventive.

### **Un abandon progressif de l'État**

L'économie prend largement la main sur la politique publique, entraînant la chute de l'État-providence, l'épuisement des idéologies interventionnistes. Les acteurs économiques sont devenus surpuissants, sans contre-pouvoirs réels, gouvernés par des leaders qui confondent leurs intérêts avec ceux de leurs mandants, et qui imposent leur enrichissement comme finalité ultime, par-dessus une régulation qu'ils arrivent à contenir, sinon à guider.

La gestion de la crise, qui a été mobilisée par la peur, a pour conséquence un abandon progressif de l'intervention de l'Etat. Alors que l'Etat français qui en début de pandémie a mis en place des mesures de soutien à sa population et aux acteurs économiques, se retrouve à devoir faire face à une augmentation drastique de son endettement. De plus, alors qu'il escomptait que la Commission européenne allait financer 37 milliards de son plan de relance, cet espoir est tombé à l'eau car cette dernière n'a pas réussi à financer ses ressources propres. L'Etat ayant en 2021 mis fin à son programme de chômage partiel, de nombreuses petites et moyennes entreprises déposent le bilan et le chômage reprend de la vigueur et connaît un pic supérieur à 11,5 % à la mi-2021. Le nombre de personnes qui sont tombées dans la pauvreté augmente. L'accès inégal aux infrastructures et services numériques creuse la fracture numérique. Les bénéfices des entreprises du Global Fortune 500 augmentent de 156 %, passant de 21 000 milliards de dollars en 2020 à 3100 milliards de dollars en 2021. Cette hausse de leurs bénéfices dépasse largement celle du PIB mondial, ce qui leur permet de s'emparer d'une part toujours plus grosse du gâteau économique mondial. Des millions de travailleurs de l'habillement, du Bangladesh au Mexique, ont perdu leur emploi parce que des entreprises ont annulé des commandes et refusé de payer leurs fournisseurs.

Les inégalités sociales sont également renforcées dans le domaine de l'éducation. Avec le confinement s'est imposée une nouvelle approche de l'éducation, celle en ligne. On a vu surgir de nombreuses plateformes qui proposent des cours à distance. Les EdTech, ces startups qui se sont spécialisées dans l'éducation, proposent même des programmes pour les enseignants. Les écoles et les universités ont dû devenir virtuelles presque du jour au lendemain, présentant de nouvelles possibilités de dispenser une éducation et un apprentissage à distance. Un fossé se creuse de plus en plus entre les jeunes, qui bénéficient

d'un équipement adapté et d'un environnement culturel, profitent de l'économie du temps de déplacement pour augmenter leur temps d'apprentissage et ceux qui se trouvent livrés à eux-mêmes et ne disposant de moins de ressources propres pour s'adapter à cet apprentissage à distance. De plus, l'affectation des fonds publics d'urgence à la santé et à la protection sociale se traduit par une diminution des dépenses publiques à long terme au titre de l'éducation.

### **Une perception négative d'une partie de la population face à la gestion de crise**

Alors que les ordres et les contre-ordres se multiplient, que la multiplicité des normes paralyse la décision, que les collectivités locales prennent des initiatives sanitaires afin de protéger leurs concitoyens, qu'une absence de coordination entre l'hôpital public et les cliniques privées continuent, une partie de la population a une perception très négative de la gestion de crise. De plus en plus de citoyens sont rétifs à l'ordre public et aux décisions sanitaires prises par le gouvernement. Ils estiment que face au danger, ils doivent rester libres d'apprécier ce qu'ils ont à faire.

L'escalade de la confrontation technologique américano-chinoise a perturbé le monde des chaînes d'approvisionnement dans le numérique et a conduit le gouvernement chinois à prendre des sanctions commerciales vis-à-vis des Etats-Unis. Cette rivalité entre les deux nations a amené l'Union européenne à saisir l'opportunité de la 5G pour lancer le marché unique numérique en soutenant fortement les deux sociétés européennes **Ericsson et Nokia**. L'Union Européenne développe une nouvelle stratégie vis-à-vis de la Chine, initiée depuis mars 2019, qui consiste à rééquilibrer la relation sino-européenne. Alors que près d'un quart des IDE chinois sont tournés vers l'Europe, dans le cadre de la Nouvelle route de la soie, ce n'est pas réciproque, l'économie chinoise restant assez fermée aux IDE européens. Afin d'y remédier, l'Union Européenne tente de contraindre la Chine à plus de réciprocité et vise à mieux défendre des secteurs stratégiques. Or, cette stratégie déplaît aux pays nordiques libéraux comme aux pays du sud qui essaient également d'attirer les investissements chinois.

Se profile également une nouvelle forme de la mondialisation du fait que la si la Chine a su faire face à la crise sanitaire et en sort dans une forme relativement bonne. Elle a su saisir l'occasion d'orienter la mondialisation à son avantage.

Alors que les pays du sud de l'Europe se trouvent, du fait du ralentissement de la croissance économique, dans une situation de dette colossale, les pays frugaux (Pays-Bas, le Danemark, la Suède et l'Autriche), craignant une propagation sur leurs économies, se désolidarisent et imposent une révision du programme de relance européen par l'abandon des subventions aux pays qui en ont le plus besoin. Il s'en suit la formation de plusieurs coalitions sur différents thèmes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union Européenne, tels que le libre-échange, le multilatéralisme, la politique alimentaire et la politique de santé.

### **NOTES**

---

<sup>1</sup> CGED, IGAS, IGF, Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies, « Déploiement de la 5G en France et dans le monde : aspects techniques et sanitaires », Septembre 2020 ;



- <sup>2</sup> Sonia Bellit, Caroline Granier et Caroline Mini, « De la souveraineté industrielle aux relocalisations : de quoi parle-t-on ? », La Fabrique de l'industrie, septembre 2020 ;
- <sup>3</sup> OXFAM, « Covid 19 : les profits de la crise », note d'information, 10 septembre 2020 ;
- <sup>4</sup> ONE « COVID-19 comment éviter que la pandémie n'accélère la crise mondiale de l'éducation », 20 août 2020 ;
- <sup>5</sup> OCDE, « Regards sur l'éducation 2020 », septembre 2020 ;
- <sup>6</sup> Luc Rouban «La vision de l'État a disparu» – Acteurs publics – 29 juin 2020 ;
- <sup>7</sup> Fondation Robert Schuman, « Sur l'Europe, avec la Covid 19, la Chine tombe le masque, Question d'Europe n°569, 7 septembre 2020 ;
- <sup>8</sup> Référence aux travaux du WRR, The Netherlands scientific council for government policy, « Vulnerability and resilience, WRR reflections on the long-term consequences of the COVID-19 crisis », 22 Juin 2020.

### SCENARIO 3 - EFFONDEMENTS

Ce troisième scénario est, en large partie, le symétrique du premier - qui dessine une trajectoire positive de « containment » réussi du choc lié à la diffusion du coronavirus en France et dans le Monde-. Dans cette nouvelle hypothèse, « l'alignement des planètes » qui pouvait laisser espérer un rebond relativement rapide se transforme, au contraire, en une succession de déceptions, de tensions et de catastrophes qui mènent finalement à des effondrements partiels dans lesquels la société et l'économie française sont en large partie entraînés ... Ce n'est pas l'effondrement général envisagé par les collapsologues<sup>1</sup>, mais l'entrée dans une crise durable qui va ensuite s'accroître avec les conséquences du réchauffement climatique. Après les espoirs et le relâchement des comportements constatés pendant l'été, le retournement commence en Novembre 2020 – au moment des élections américaines gagnées, à la surprise générale, par Donald Trump...

#### **Novembre Noir et seconde vague**

Certains attendaient début novembre l'annonce de la mise sur le marché d'un vaccin contre le coronavirus. Mais suite au constat d'effets secondaires graves, la communauté médicale annonce à cette même date qu'il ne faut pas s'attendre à un vaccin efficace et sur avant la fin de l'année 2021 - en ajoutant que sa diffusion à l'échelle mondiale posera d'importants problèmes<sup>2</sup>. Presque simultanément l'hypothèse de l'arrivée d'une *seconde vague* dans les pays qui pensaient avoir maîtrisé la première se confirme – et, avec elle, celle d'une saisonnalité du virus. Le nombre de malades hospitalisés recommence en effet à grimper dangereusement à partir de l'automne. Après Israël en septembre, plusieurs pays se voient contraints d'adopter à nouveau des mesures de confinement strict, ce à quoi le gouvernement français va devoir finalement se résoudre juste avant la période de Noël... Il faut donc se convaincre que le virus va être présent encore plusieurs années - ce qu'acceptent de plus en plus difficilement les populations des différents pays - et ce d'autant plus qu'on apprend aussi qu'il est capable de s'adapter et de muter<sup>3</sup>.

La plus grande surprise de ce mois de Novembre est cependant la réélection de Donald Trump - malgré un nombre de décès dus au virus qui a franchi le seuil des 200 000<sup>4</sup> -. Contesté pendant plusieurs semaines ce vote suscite dans tout le pays des protestations et des émeutes qui installent au moins pour toute l'année 2021 un climat de violence et d'instabilité durable. Avec une majorité démocrate à la Chambre des représentants et au Sénat, le pays est devenu ingérable. Parallèlement le chômage – qui avait été contenu artificiellement grâce aux aides ou prêts aux entreprises – explose avec leur réduction à partir du début 2021. La situation sociale et politique aux Etats-Unis devient incontrôlable - ce qui provoque des mouvements erratiques du dollar et des bourses mondiales -. On s'interroge sur la vulnérabilité structurelle des Etats-Unis<sup>5</sup> et ses conséquences sur la stabilité mondiale. Face à la menace de crise économique, à l'impossibilité de poursuivre indéfiniment les politiques de soutien à l'économie, et aux risques d'une nouvelle explosion du coronavirus, ce sont en fait progressivement presque tous les Etats qui se trouvent exposés au même dilemme : reconfiner ou pas la population et limiter ou pas au minimum

nécessaire les activités ? Mais, cette fois-ci les marges de manœuvre financières sont beaucoup plus faibles et les résistances aux restrictions de liberté beaucoup plus fortes.

### **Échec des politiques de relance et entrée dans une crise durable**

Faute de pouvoir parvenir à un traçage efficace des chaînes de contamination et à responsabiliser l'ensemble de la population beaucoup de gouvernements en sont réduits à faire se succéder des périodes de confinement puis de déconfinement soit localisées ou partielles, soit plus générales. Perçues comme erratiques et incohérentes ces mesures entraînent à la fois une grande lassitude sociale, une perte de confiance dans les pouvoirs publics, une désincitation à investir et la multiplication de mouvements catégoriels liés à l'affaissement durable de certaines activités. Sur le front économique le rebond prévu pour 2021 se transforme en stagnation durable - notamment dans les secteurs de l'aviation, du tourisme, de la restauration, des loisirs, de la culture mais aussi de l'automobile, ou encore de la construction -. L'espoir de reprise économique mis dans les plans de relance ne se confirme pas, en particulier en France, soit parce qu'il s'agit de projets qui n'auront d'effets qu'à long terme (filière hydrogène, création de nouvelles « gazelles dans le numérique », rapatriement des industries ...) soit parce que la situation de l'offre ou de la demande rend les incitations publiques ou financières inopérantes (véhicules électriques, rénovation énergétique des logements ...). Inversement l'arrivée d'une seconde vague et des mesures de confinement qui l'accompagnent fait basculer nombre d'activités existantes dans une crise prolongée s'accompagnant de faillites nombreuses et de chômage – d'autant que cela coïncide avec la réduction des aides publiques (mesures de chômage partiel...) et avec la date de remboursement des prêts accordés par les banques avec la garantie des Etats.

Une nouvelle fois la mise sous perfusion prolongée d'une part de plus en plus grande des économies concernées apparaît donc comme indispensable. Mais elle se heurte à l'épuisement des capacités d'endettement des Etats - d'abord dans les pays du Sud où celles-ci ont toujours été faibles, mais aussi dans des pays de l'OCDE les plus touchés et déjà fortement endettés comme la France, l'Italie ou les Etats-Unis -. Après avoir injecté dans l'économie près de 10 trillions de dollars au Printemps 2020, les Banques centrales s'interrogent sur les conséquences à long terme de cette création de monnaie et sur celles d'un niveau global d'endettement public et privé qui dépasse de loin en pourcentage du PIB mondial celui de 2008 (333% !). Elles hésitent à aller plus loin de peur d'un possible retour de l'inflation ou d'avoir à imposer ensuite une hausse des taux d'intérêt. Au niveau Européen, l'accord majoritaire qui avait permis de lancer un plan de 750 milliards d'euros se fissure lui aussi - et c'est la mise en œuvre des mesures décidées en 2020 qui est-elle même compromise. De fait, les tensions nationalistes s'accroissent partout avec la remise en cause des politiques de solidarité intereuropéennes accompagnant la fermeture des frontières. Mais il n'y a pas qu'en Europe que ce repli est constaté. A l'égoïsme de chaque pays et aux contraintes sanitaires s'ajoutent les effets de la guerre commerciale commencée avant le coronavirus mais que celui-ci accélère en réduisant de 20 à 30% le volume des échanges. On entre dans une phase de « guerre froide » économique - avec la relance du conflit entre les Etats-Unis et la Chine, une compétition fiscale exacerbée au sein de l'Europe, une concurrence féroce entre entreprises, la remise en cause systématique des anciens accords

multilatéraux et le retour du protectionnisme. Ce n'est là qu'un des aspects d'une tendance générale à la démondialisation et à l'éclatement des dispositifs de régulation internationale qui s'applique également aux politiques sanitaires - avec une délégitimation de l'OMS et l'abandon des efforts de renforcement de la coopération européenne en matière de santé amorcés en 2020. La situation internationale devient explosive, avec aussi localement l'apparition de pénuries et de hausses des prix dans certains secteurs alimentaires ou de biens de consommation - qui touche particulièrement les pays les plus pauvres.

Les difficultés internes à chaque pays, la réduction des aides publiques et le rétrécissement durable du commerce et des échanges internationaux se traduisent fin 2021 par des taux de chômage qui atteignent près de 15 % en France, et peuvent aller jusqu'à 20% dans les pays du Sud les plus touchés ou les plus dépendants des matières premières (dont le pétrole) ou du tourisme<sup>6</sup>. A cette date plus de 200 millions d'emplois ont ainsi disparu par rapport au début 2020<sup>7</sup>. Même des pays comme la Chine, le Japon ou la Corée, qui ont réussi à échapper à une seconde vague, subissent ce ralentissement économique. Mais leur situation reste très enviable par rapport à beaucoup d'autres régions du monde et leur poids économique comme leur influence géopolitique s'accroît considérablement - face à une Amérique et une Europe qui sont très affaiblies. La France, dont la croissance économique est très dépendante de la construction automobile et aéronautique, ou du tourisme - comme des activités culturelles ou des dépenses publiques - et dont le tissu industriel et des PME est fragile - est ainsi particulièrement et durablement touchée. Elle s'enfonce dans une crise qui n'est pas seulement économique et sanitaire, mais aussi institutionnelle et socio politique - avec un effondrement de la crédibilité et de l'autorité de l'Etat et des mouvements sociaux qui se multiplient dans l'industrie, la santé ou le système scolaire et universitaire -<sup>8</sup>.

### **Crise financière, violences généralisées et effondrements partiels**

Dès le Printemps 2020 des inquiétudes s'étaient manifestées sur la possibilité que vienne s'ajouter à la baisse d'activité et au chômage une crise financière. Partant du constat que depuis 2012 la création de monnaie par les Banques Centrales avait surtout contribué à la hausse des bourses mondiales (+110%), à la spéculation immobilière (+56%), ainsi qu'au financement de projets à la rentabilité douteuse - notamment dans les pays du Sud - certains observateurs craignaient dès cette époque que l'énorme flux de liquidité déversé en 2020 pour monétiser les dettes se traduise un jour par une spéculation comparable et, à terme, par un krach boursier ou immobilier<sup>9</sup>. C'est en effet ce qui se passe à l'automne 2022. Cela a des répercussions très rapides sur le système bancaire et assurantiel - qui doit, en même temps, subir en partie les contre coups des défauts de remboursement des entreprises ou des particuliers -. Les Etats et les Banques centrales sont à nouveau appelées à la rescousse, mais les marges de manœuvre des uns et des autres sont réduites et elles ne permettent pas d'éviter des faillites majeures, une perte de confiance dans les monnaies, puis une crise de certaines dettes publiques - avec hausse des taux -. C'est, cette fois-ci le cœur du système économique qui est ébranlé avec d'énormes répercussions politiques et sociales.

Avec des ressources fiscales ou en cotisations fortement diminuées, les Etats, les collectivités locales et les organismes d'assurances sociales tentent de mettre en place les contre feux et les systèmes d'assistance nécessaires pour faire face à ce « tsunami » économique et

financier. Mais ils n'ont rapidement pas d'autre choix d'abord que de reconfigurer en profondeur les dispositifs sociaux - là où ils existent - puis, dans un second temps, de réduire les prestations sociales et les services publics, de détricoter les réglementations sociales et écologiques et enfin d'augmenter les impôts. Dans les pays du Sud, qui n'ont pu bénéficier de la monétisation des dettes<sup>10</sup>, qui n'ont pas de systèmes d'assurance sociale et doivent subir simultanément une baisse massive du prix des matières premières ou de l'énergie et la réduction des aides ou investissements internationaux, on assiste à l'affaissement des services essentiels - l'éducation, la santé, l'accès à l'eau, le traitement des déchets, l'accès aux produits alimentaires indispensables - mais également aux vaccins, qui commencent à arriver sur le marché. Beaucoup de ces pays voient en même temps les intérêts de leur dette augmenter et sont incapables de la rembourser. C'est un véritable processus d'effondrement économique, social et politique qui s'amorce - provoquant des migrations comparables à celles de 2015<sup>11</sup> et des conflits locaux -. Dans un pays comme la France la situation n'est pas comparable, mais tous les services publics ou les mécanismes de redistribution sont fortement ébranlés et menacés à terme - et la pauvreté retrouve ses plus hauts niveaux, malgré la mise en place d'un revenu universel minimum -. Dans certains territoires déjà fragiles, c'est tout le tissu économique et des services publics ou culturels qui disparaît. Et tout cela se produit au moment où parallèlement les effets de la crise climatique et écologique se font de plus en plus sentir.

Toutes ces raisons expliquent une violence qui se développe dans tous les domaines, menaçant à la fois le fonctionnement démocratique et la paix internationale. Conflits sociaux, ethniques ou entre générations, émeutes, affrontements économiques et commerciaux, violations graves des libertés et du droit, criminalité, menaces de guerre, problèmes aussi d'acceptation des mesures contraignantes et d'accès aux vaccins ou aux soins... se généralisent dans un contexte global d'insécurité et de désespérance que les gouvernements n'arrivent plus à maîtriser. Cela favorise les tendances séparatistes - y compris sous la forme du survivalisme -, les économies mafieuses - qui savent profiter du désespoir social et financier - le populisme (face aux possibles vagues migratoires) ... et le retour de régimes autoritaires et sécuritaires censés mettre fin au chaos social et économique<sup>12</sup>. Au niveau international, les tensions et l'insécurité atteignent des niveaux qu'ils n'avaient plus atteint depuis le début de la guerre froide, dans un contexte d'effondrement de la gouvernance mondiale. Certains gouvernements se risquent à provoquer des conflits extérieurs pour assurer leur légitimité contestée, multipliant les occasions de guerres régionales potentiellement graves - comme en Méditerranée orientale ou en Mer de Chine -. Les guerres civiles internes ou régionales se multiplient. Face à cette instabilité la plupart des pays, territoires ou groupes sociaux qui en ont les moyens et qui ont réussi à se préserver tentent de se barricader derrière des murailles de protection - dessinant le retour à un monde féodal de forteresses -<sup>13</sup>. Mais rares sont ceux qui semblent finalement y parvenir - comme l'Allemagne, les pays scandinaves ou l'Asie du Sud-Est (Chine, Corée, Singapour, Taiwan, Vietnam...) ... et ce succès est en partie illusoire car sans coopération internationale ou sociale, il n'y a pas de solution durable, même individuelle, à cette crise globale. Ce n'est pas encore les années 30, mais un paysage dévasté et fissuré après un tremblement de terre - et un monde saisi par la peur avant de probables répliques - liées, par exemple au climat ou à un autre virus ...

## NOTES

---

<sup>1</sup> Jacques Theys, « Prospective, catastrophe et collapsologie », Revue Responsabilités Environnement, Avril 2020 ;

<sup>2</sup> Eric Muraille, « Est-il possible de développer un vaccin anti Covid en un an ? The Conversation, Juillet 2020 ;

<sup>3</sup> Anne Goffard, « Que sait -on des mutations du Covid 19 ? The Conversation, septembre 2020 ;

<sup>4</sup> Cette réélection de Donald Trump peut, en effet, accélérer la dynamique de ce troisième scénario, mais son rôle n'est pas déterminant. Même dans l'hypothèse contraire on peut s'attendre à de très fortes tensions aux Etats Unis – certains évoquant l'idée d'une « guerre civile » larvée ...

<sup>5</sup> F. Leriche et alli, « Les Etats-Unis en 2014 : les vulnérabilités de l'hyperpuissance en question », BAGF, 2014

<sup>6</sup> Rappelons que ce taux de 20% de chômeurs est celui qui a existé en Europe ou aux Etats-Unis durant la crise de 1929. Les prévisions pour la France envisagent en tendance 11% de chômeurs à la mi 2020 ;

<sup>7</sup> Selon l'OIT, ce sont 400 millions d'emplois (Etp) qui ont « disparu » au plus fort de la crise, dont plus de 200 en Asie, et les prévisions pour fin 2020 vont entrer 140 et 340 millions (estimation de juin 2020) ;

<sup>8</sup> Futuribles évoque ainsi la concomitance de 4 crises : sanitaire, économique, scolaire/universitaire et socio politique et des institutions. Source : Crise du Covid 19, quels scénarios pour les prochains 18 mois, juin 2020 ;

<sup>9</sup> Patrick Artus, « Après la COVID 19, une très forte instabilité financière », Revue Banques, Juin 2020 ;

<sup>10</sup> On estime à 2500 milliards de dollars les besoins de financement qui auraient été nécessaires aux Pays du Sud pour faire face aux impacts économiques, sanitaires et sociaux liés à l'épidémie du coronavirus ;

<sup>11</sup> Une des définitions de l'effondrement est l'incapacité de répondre aux besoins vitaux essentiels ;

<sup>12</sup> Sur les économies mafieuses, voir l'article de A et André Portnoff publié dans Futuribles en septembre 2020 ;

<sup>13</sup> Référence à l'un des scénarios du Global Scenario Group Intitulé « Le monde Forteresse ». Voir l'ouvrage de la SFdP « La Grande Transition de l'Humanité », 2018.

## SCENARIO 4 - BIFURCATIONS

Dans ce quatrième scénario, l'épidémie liée au coronavirus n'apparaît pas seulement comme un défi qu'il s'agit d'affronter au jour le jour, mais comme le révélateur de vulnérabilités structurelles et d'un « mal développement » qui appellent des changements en profondeur à tous les niveaux - l'économie, les modes de vie et de travail, l'éducation, les systèmes de valeur, les relations à la nature, mais aussi les relations internationales ou le fonctionnement démocratique ... Perçu comme un choc majeur, le coronavirus, associé à d'autres formes d'inquiétude - comme le changement climatique, accélère une dynamique qui lui préexistait de transformations dans tous ces domaines . Cette prise de conscience de la nécessité de changements s'alimente des difficultés rencontrées dans la gestion de l'épidémie et les politiques de relance. *S'ouvre ainsi la voie pour des bifurcations majeures.* C'est le cas, en particulier pour les politiques du risque, l'organisation du travail, les modes de relation sociale ou politiques et la transition écologique.

### **Un choc durable ... qui en anticipe d'autres**

Entre espérance du rebond et peur de la catastrophe, ce quatrième scénario se situe dans un contexte marqué par l'incertitude, avec une épidémie qui se prolonge, sans solution définitive (vaccin ...) ni explosion incontrôlable de la mortalité. On est « sur le fil du rasoir », avec des critiques qui se développent sur les attermoissements et les insuffisances des politiques publiques. La relance attendue tarde à se produire, la consommation ne redémarre pas comme prévu, les contestations se développent sur l'organisation du travail, les écoles, les universités, les inégalités, l'écologie, les libertés publiques - tandis que le chômage et les faillites augmentent fortement.

Tout cela n'est pas seulement lié aux difficultés concrètes rencontrées pour faire face à l'épidémie. S'y ajoutent, plus en profondeur, les *effets du choc* que celle-ci a provoqué, et dont les traces émergent progressivement à la surface. Le coronavirus a fait prendre conscience de l'extrême fragilité et vulnérabilité des économies et des sociétés dans lesquelles nous vivons - et de leur rapide basculement possible dans la catastrophe. Il a aussi rendu très concrètes - à travers la question des masques et des médicaments - les dépendances liées à la mondialisation. Il a surtout déplacé les priorités et renversé en partie la hiérarchie des valeurs en mettant en avant les biens essentiels (la santé, l'alimentation) le « hors marché » (« la santé n'a pas de prix »), les métiers indispensables (les soignants, les caissières, les transporteurs routiers), la solidarité et la discipline collective (au lieu de l'individu), les rapports à la famille et aux personnes âgées, l'importance des relations de proximité ... ainsi que les rapports au temps, au travail et au risque. Alors qu'on craignait qu'il réduise les préoccupations écologiques, devenues majeures avant 2020, on constate qu'il les a sensiblement renforcées, avec à la fois un lien qui est établi entre son émergence et la destruction de la biodiversité, et un réinvestissement sur les dimensions non matérielles du bien-être, la qualité de vie, les modes doux, les circuits courts ou la sobriété ....

A l'été 2020, c'est ainsi plus de 60% de la population française qui est personnellement convaincue que des changements importants (40%) ou radicaux (20%) dans les modes de vie

et d'organisation sociale doivent se produire<sup>1</sup>. De façon plus concrète, on constate déjà des infléchissements significatifs dans l'usage du télétravail, les pratiques alimentaires (hausse de 115 % des achats de produits locaux !), les comportements de mobilité ou les préférences dans l'habitat<sup>2</sup> ou la consommation – avec un français sur deux qui estime qu'il s'en tiendra à l'avenir à une « consommation frugale »<sup>3</sup>. Les propositions pour le « monde de demain » ou un « grand reset »<sup>4</sup> se multiplient. Mais il n'y a pas de consensus sur la nature des changements nécessaires, leur rythme souhaitable, ou les chemins de transition pour y parvenir. Et rien ne dit que ces désirs de transformation pourront survivre aux contraintes bien réelles liées à la gestion du coronavirus et à ses effets socio-économiques.

Trois circonstances vont cependant favoriser le tournant qui se produit en 2021 vers des bifurcations durables. D'abord la prise de conscience que la crise du coronavirus, venant après d'autres bouleversements antérieurs, ne fait qu'anticiper d'autres séismes possibles, géopolitique, climatique, financier, sanitaire ... dans un monde devenu de plus en plus imprévisible, risqué et vulnérable. C'est en effet ce que provoque en 2021-2022 la multiplication des événements climatiques et l'aggravation des tensions internationales ou sur les monnaies et les taux d'intérêt. Ensuite les difficultés rencontrées dans les politiques de contrôle de l'épidémie ou de relance et la nécessité de les réorienter en favorisant beaucoup plus l'innovation sociale et en impliquant beaucoup plus largement le public ou les territoires. Et enfin un contexte politique plus favorable à tous les niveaux et la volonté des responsables politiques de répondre aux attentes de changement exprimées par le public - du local à l'international<sup>5</sup>. L'Europe, les collectivités locales et la société civile vont en effet jouer un rôle central dans cette dynamique. Et cela commence par un changement dans les politiques du risque.

### **Culture du risque et stratégies de résilience**

Face au triple constat de l'incapacité de l'État et des autres acteurs publics à anticiper le risque épidémique, de l'irresponsabilité d'une partie de la population, et de la vulnérabilité à ce type de situation (manque de lits de réanimation et de stocks stratégiques, dépendance à l'extérieur, sous équipement ou encadrement des EPADHS, accès inégal au numérique, déficits de communication et de médiation ... ), le choix est fait, en France - comme en Europe - de s'engager beaucoup plus résolument dans la construction d'une véritable culture du risque et de la précaution et de sociétés plus résilientes. Dans un premier temps, celui de l'urgence, il s'agit de convaincre l'ensemble de la population de son rôle essentiel dans la gestion de l'épidémie et de changer les pratiques. L'accent est mis sur la responsabilité, la communication et l'éducation, mais aussi sur la transparence - avec la diffusion et la mise en débat d'une évaluation approfondie à la fois des causes de l'épidémie (fortement liée à nos relations à la nature) et des enseignements à tirer de l'expérience acquise depuis le début 2020 -. Les craintes d'une seconde vague massive s'atténuant et le changement climatique s'accéléralant, on passe au Printemps 2021 à une phase de réforme avec la mise en place - à l'instar de ce qui existe en Corée - d'une Agence d'anticipation et de gestion des risques majeurs. Fonctionnant en étroite liaison avec les autres services publics nationaux ou locaux déjà existants et avec l'université ou la recherche, elle a pour rôle de faire de la prospective et de la veille sur les risques majeurs et de préparer des plans de mobilisation en cas de catastrophe d'ampleur nationale... Il ne s'agit pas de prévenir tous les risques mais d'alerter sur ceux qui peuvent être sources de déstabilisations profondes de la société, de



l'environnement ou de l'économie - ou de conduire à terme à un développement manifestement non durable<sup>6</sup>. Parallèlement des initiatives sont prises pour que se développe dans toute la société - l'Etat, les entreprises, les collectivités locales, les mondes de la recherche et de l'assurance, les médias, l'ensemble du système éducatif et de la population - une culture raisonnée du long terme, de l'anticipation, de la responsabilité et du risque -. C'est la première étape du passage à une stratégie globale de *résilience* - qui se développe à toutes les échelles, de l'Europe aux territoires et aux communautés de voisinage, généralisant progressivement les expériences déjà existantes - *à partir du cadre proposé en 2020 par la Commission Européenne*<sup>7</sup>. L'ambition est très large et concerne aussi bien le court que le long terme. Il ne s'agit pas en effet seulement de réduire les vulnérabilités existantes et d'élargir les capacités de réaction et d'adaptation à la crise sanitaire, mais de le faire progressivement dans les autres domaines : écologique, économique et social - là encore en se centrant sur les risques majeurs. Il faudra du temps pour que certaines vulnérabilités ou dépendances structurelles soient réduites ou que se mettent en place les politiques d'adaptation nécessaires, par exemple aux changements climatiques. Mais on peut escompter de cette mobilisation à tous les niveaux sur le thème de la résilience des effets immédiats sur la responsabilisation des comportements, les règles prudentielles, le développement de réseaux d'entraide et de solidarité, et finalement la réduction des peurs et la confiance sociale qui facilitent la gestion de la crise épidémique.

### **Bifurcations économiques, écologiques et sociales**

A ce tournant de la précaution vient s'ajouter celui de l'économie - et des politiques économiques, écologiques et sociales -. Dans un contexte qui reste dominé par la perspective de bouleversements climatiques et écologiques majeurs, l'épidémie vient en effet renforcer le sentiment qu'une certaine forme d'économie et de capitalisme a atteint ses limites. Les réponses qui lui ont été apportées - endettement massif et relance - apparaissent en même temps comme notoirement insuffisantes à long terme et des réorientations plus radicales sont considérées comme indispensables, y compris par certains acteurs ou observateurs économiques. L'initiative déterminante vient de l'Europe qui fait le choix d'affirmer sa singularité par rapport à la Chine et aux Etats-Unis - dans un contexte où s'accroissent les tensions internationales et s'accélère le changement climatique -. Les propositions anciennes de taxe carbone aux frontières, de taxe sur les transactions financières, et d'harmonisation des impôts sur les sociétés sont adoptées, en même temps qu'un renforcement des exigences sur les émissions de gaz à effet de serre et qu'une transformation de la PAC. Grace à ces nouvelles ressources les crédits accordés au « new deal » européen sont doublés - avec de fortes conditionnalités écologiques et sociales -. La décision est prise en même temps de financer la quasi gratuité de l'accès au futur vaccin pour les pays ou groupes sociaux les plus pauvres.

Ces financements supplémentaires ouvrent en France des marges de manœuvre pour des politiques venant à la fois en complément et en rupture de celles engagées en 2020. L'accent est mis à la fois sur le soutien d'activités immédiatement riches en emplois (rénovation énergétique des logements, services et soins à la personne, circuits courts, aides aux associations ...), et sur le développement à long terme « l'économie de la vie » : l'agroalimentaire écologique, les énergies et mobilités alternatives, la santé, l'éducation, l'habitat, le bien être, la culture ...<sup>8</sup>. Pour cela sont expérimentés de nouveaux moyens de

financement - tels que le chèque vert - et soutenus de nouveaux modèles de production et de consommation - agroécologie, économie circulaire, circuits courts, économie de la fonctionnalité, monnaies locales ... Il ne s'agit pas d'abandonner les politiques d'offre centrées sur l'innovation technologique mais d'organiser leur *hybridation* avec ces nouveaux modèles qui reposent beaucoup plus sur les initiatives locales, une bonne articulation avec la demande et les changements de modes de vie, l'implication directe des citoyens et des consommateurs, la transformation des pratiques de travail et du fonctionnement des entreprises ... c'est-à-dire sur *l'innovation sociale*. Une partie du système financier - inquiète par la perspective de krachs boursiers ou immobiliers futurs - accompagne ce mouvement en favorisant les entreprises qui investissent sur le long terme et s'inscrivent dans un « capitalisme responsable ». Les écarts de rémunération sont réduits, les salariés qui ont été en première ou seconde ligne voient leurs revenus ou leurs conditions de travail améliorés et la représentation des salariés est très fortement élargie dans les conseils d'administration. En même temps, la dimension sociale des politiques publiques est renforcée : la fiscalité et les cotisations sociales sont modifiées pour tenir compte des conséquences sociales de l'épidémie, les dividendes non réinvestis sont plus fortement taxés, la liste des privilèges fiscaux est sensiblement réduite, l'appui aux réseaux associatifs et à la création d'emplois dans les quartiers « défavorisés » est renforcé, les conséquences économiques et sociales de la transition sont anticipées et prises en charge. Enfin sont généralisées dans certains territoires les expérimentations sur le revenu de base universel.

### **Vers une société de la contribution, de l'autonomie et de la solidarité**

Au-delà de ces conséquences politiques sur l'économie ou la gestion des risques, ce qui distingue cependant fondamentalement ce scénario des autres, c'est la profondeur des traces qu'il laisse - aussi bien au niveau des individus que de la société - sur l'ensemble des systèmes de valeur - les rapports au temps, à l'espace, à la nature, aux institutions, aux savoirs, aux autres (proches ou lointains) - et finalement à la vie elle-même. L'immédiateté cède en partie le pas au temps long, le superflu à l'essentiel, le statut à l'utilité réelle, le confort de la dépendance au besoin d'autonomie, la quantité à la qualité, le matériel à l'immatériel, le virtuel des réseaux au réel des relations, l'artificiel au naturel ... Les modes de vie et de travail, les choix de localisation, les rapports personnels ou entre générations, les attitudes par rapport aux risques, les pratiques de consommation, et même le fonctionnement de la démocratie, y compris dans l'entreprise, sortent ainsi profondément transformés par l'épidémie. Le choc a été tel - des impacts économiques et sociaux aux ébranlements psychologiques - que le retour au passé n'est plus envisageable. Ce ne sont pas en effet seulement les priorités qui ont changé mais la structure profonde des relations aux institutions et aux autres - avec à la fois une plus grande conscience des solidarités organiques entre les individus, les groupes ou les générations<sup>9</sup> et la demande de relations moins verticales dans l'entreprise ou le fonctionnement politique<sup>10</sup>. Les territoires, l'économie solidaire, l'engagement dans la société civile, les relations de proximité ... occupent dans ce scénario une place centrale. L'une des évolutions majeures que cela entraîne est le passage à une « *économie de la contribution* », basée sur la valorisation et la mutualisation des services ou des savoirs habituellement non rémunérés rendus à la collectivité - avec un système de rétribution expérimenté sur le territoire de Plaine Commune<sup>11</sup> -. C'est une nouvelle société qui s'invente - qui donne une place essentielle à l'inventivité des personnes, des territoires et de la société civile - et qui, parce qu'elle est

désormais plus confiante dans la démocratie et la possibilité de changer, se trouve mieux préparée à affronter les crises futures.

### **L'affirmation du modèle européen, facteur de stabilisation mondiale**

Ces bifurcations ne sont possibles que parce qu'elles ne limitent pas à la France. C'est en effet une partie importante de l'Europe qui s'engage sur le même chemin, affirmant la singularité de l'espace européen dans le monde multipolaire - encore plus éclaté et divisé avec la crise du coronavirus-. Ayant renforcé ses coopérations internes et son autonomie - notamment sur le plan normatif, alimentaire et industriel - l'Europe a la capacité politique de faire accepter de nouvelles régulations mondiales sur la fiscalité climatique ou des géants du numérique, les paradis fiscaux, la protection de la biodiversité ou la coopération sanitaire. Elle devient un facteur majeur de stabilisation du système de coopération internationale et de prévention des crises, dans une mondialisation qui fait de l'environnement et de la lutte contre la pauvreté deux objectifs majeurs.

### **NOTES**

---

<sup>1</sup> OBSOCO, « Le jour d'après », abstract note n°9, juin 2020 ;

<sup>2</sup> Rappelons que 20% des parisiens ont quitté Paris pendant le confinement et que près de 40% voudraient changer de lieu d'habitat. Voir aussi l'ouvrage de Claire Desmares Poirrier « L'exode urbain, manifeste pour une ruralité positive », Editions Terres vivantes, 2020 ;

<sup>3</sup> Quelle consommation à l'ère du post COVID ? enquête C WAYS, juin 2020 ;

<sup>4</sup> Le Grand Reset ou la Réinitialisation est le thème du Forum de Davos de 2020 ;

<sup>5</sup> Attentes exprimées avant le Coronavirus (par exemple à travers la Convention citoyenne) et réaffirmées à travers toutes les propositions liées au « Monde d'après ». Parmi les éléments du contexte favorables à ce scénario, on peut citer l'élection de maires écologistes dans les métropoles françaises ; le changement de Président aux Etats-Unis et les transformations majeures de la politique européenne ;

<sup>6</sup> Jacques Theys « Nous n'avons jamais été soutenables, pourquoi revisiter aujourd'hui la notion de durabilité forte ? », Revue Développement Durable et territoires, avril 2019 ;

<sup>7</sup> European Commission, « Strategic Foresight 2020: Charting the course towards a more résilient Europe » ;

<sup>8</sup> Jacques Attali, « L'économie de la vie », Fayard, Juin 2020 ;

<sup>9</sup> Référence aux travaux de la Société Française de Prospective sur la Société organique : <https://www.societefrancaisedeprospective.fr/printemps-4-2016/> ;

<sup>10</sup> Yannick Blanc « La transition institutionnelle » dans m'ouvrage « La Grande transition de l'humanité », FYP éditions et Société Française de Prospective, 2018 ;

<sup>11</sup> Bernard Stiegler et collectif Internation « Bifurquer », Editions Les liens qui libèrent, juin 2020.



## CONCLUSION : LA COVID ET LA GRANDE TRANSITION

Prenons du recul. Au-delà des scénarios à moyen terme (3 à 5 ans) présentés ci-dessus, comment la crise sanitaire va-t-elle impacter la trajectoire à long terme des sociétés humaines – « La Grande Transition », sur laquelle travaille la Société Française de Prospective ?

C'est manifestement un choc violent qui change brutalement à court et moyen terme le cours des choses. Et à long terme, étant donnée la force du choc, les évolutions pourront être très différentes -- plus ou moins dramatiques, suivant les scénarios. Mais il y a des éléments communs aux divers scénarios, quelle que soit la trajectoire qui sera empruntée.

Ayant cela à l'esprit, ainsi que les traces durables et profondes répertoriées au début de notre réflexion, nous pouvons, **dans une vision « séculaire »**, synthétiser les effets de la Covid en disant que :

- C'est un amplificateur de turbulences et d'incertitudes ;
- C'est un accélérateur de mutations anthropologiques ;
- C'est un perturbateur de l'ordre géopolitique.

### ***Un amplificateur de turbulences et d'incertitudes***

Au total, les sociétés humaines ont été fragilisées par la pandémie, et elles opèrent dans un monde qui est plus dangereux qu'avant sa survenue. A maints égards, les fragilités étaient là.

La croissance économique faiblissait, les déficits publics croissaient, les inégalités sociales augmentaient, les désastres écologiques se multipliaient, les conflits géopolitiques montaient, mais la pandémie a accentué les problèmes ou rendu beaucoup plus difficiles leurs solutions.

Aujourd'hui, le monde se trouve devant une série d'incertitudes majeures, certaines résultant directement de la survenue de la pandémie, d'autres sont amplifiées par elle :

- *Sanitaires* : quand la pandémie se dissipera-t-elle ? Quand des vaccins seront-ils disponibles pour le grand nombre ? Y-aura-t-il d'autres pandémies à court ou moyen terme ?
- *Financières* : dans quelle mesure les montagnes de liquidités fournies par les États déboucheront-elles sur des crises de dettes dévastatrices ? De l'inflation vertigineuse ? De la fuite massive devant la monnaie ?
- *Économiques* : quand et comment la croissance va-t-elle repartir ? Les plans de relance des gouvernements vont-ils avoir les effets espérés ? Quels sont les risques de stagnation de longue durée ?
- *Géopolitiques* : dans le désordre mondial actuel, quels sont les risques d'affrontements majeurs entre grandes puissances (commerciaux, cybernétiques... et pas seulement

guerriers) ? Quels sont les possibilités de conflits locaux ou régionaux à fort potentiel déstabilisateur ?

- *Climatiques* : quelles conséquences pourrait avoir l'accélération du changement climatique et de ses effets attendus (montée des mers, fonte du permafrost, événements extrêmes...) ?

### **Un accélérateur de mutations anthropologiques**

De même que des tensions préexistaient à la pandémie, des transformations, à tout le moins des questionnements, opéraient au sein des sociétés, évolutions que la pandémie a accélérées. De nouveaux rapports sont en train de, ou vont devoir, s'instaurer dans divers domaines qui relèvent des fondements anthropologiques des sociétés humaines – nouveaux rapports qui sont évoqués au fil des scénarios proposés ci-dessus.

- *Rapport à la nature* : elle n'est plus perçue comme corvéable à merci ; elle est source de dangers mortels ; l'humanité est vulnérable face aux mouvements de la nature, et notamment ceux dont elle est responsable (climat, zoonoses...) ; la préoccupation écologique va avec de nouveaux modes de vie et de consommation (frugalité) ; la question des limites à la croissance des populations resurgit.
- *Rapport à la technologie* : les sociétés sont de plus en plus numérisées – pour le meilleur (communications) et pour le pire (manipulations) ; les dévastations causées à la nature sont aussi le fruit d'un usage incontrôlé de la technique ; mais les progrès de la médecine permettront de sortir plus vite de la pandémie ; les innovations dans l'énergie faciliteront la transition écologique ; plus que jamais les sociétés sont travaillées par leur rapport ambiguë à la technique.
- *Rapport au pouvoir* : la démocratie doit se réinventer, tandis que les oppositions entre partisans de l'autorité et partisans de la liberté se durcissent ; de nouveaux rapports devront inévitablement être trouvés entre la société civile, le monde des affaires et l'État qui a pris une place inédite dans la société et l'économie.
- *Rapport à l'argent* : la monnaie, créée sans frein, perd de sa signification, mais on en a plus que jamais besoin ; l'épargne est plus que jamais nécessaire, mais elle n'est pas rémunérée ; et ceux qui en disposent pourraient bien devoir payer les dettes accumulées par les États.
- *Rapport au savoir* : de nouveaux savoirs, savoirs faire et savoirs être sont nécessaires face aux changements techniques, aux bouleversements de l'emploi, aux besoins de survie ; et une génération entière, tout autour de la planète, est affectée par une forme de déculturation (du fait des déscolarisations entraînées par la Covid).
- *Rapport à l'Autre* : les inégalités (économiques, éducatives, etc.) se sont creusées ; les tensions raciales, accentuées par l'épisode de la Covid, doivent être surmontées ; les relations entre jeunes et aînés, inégalement touchés par la Covid, sont affectées, et les jeunes vivront moins bien (à tout le moins seront moins riches) que leurs parents (dans les pays développés). Mais en même temps, des efforts et des besoins de solidarité se manifestent tant au niveau local que global.
- *Rapport à l'espace* : la mise en place du télétravail et la défiance vis-à-vis des grandes conurbations entraînent une réoccupation des territoires ; tandis qu'au niveau mondial le changement climatique va imposer un réaménagement de larges zones de la planète (Sibérie, Arctique, Afrique, par exemple).
- *Rapport au temps* : les sociétés devaient déjà vivre dans la conjonction, d'une part, des urgences des informations véhiculées à la nano seconde par les télécommunications et, d'autre part, de la perspective de la fin du siècle dans laquelle une bonne partie des enfants nés aujourd'hui seront encore en vie ; se sont ajoutés un ralentissement de la vie au quotidien imposé par le confinement (partiel) et une incertitude sur la durée des perturbations, de tous ordres, causées par la pandémie.

Cet ensemble de mutations, d'une part, impliquent des expérimentations et, d'autre part, s'effectuent dans une forte demande de protections – comme on l'a vu plus haut. Les deux choses – protections et expérimentations – doivent se combiner et être bien dosées pour faciliter l'adaptation des sociétés et l'instauration de nouveaux modes « d'être au monde », pour parler comme les philosophes. A certains égards, il s'agit pour l'humanité à tous les niveaux de mettre en place des dispositifs inspirés par les principes de la « flexi-sécurité » à la danoise (utilisée, dans l'économique et le social, pour faciliter le retour à l'emploi et résorber le chômage).

### ***Un perturbateur de l'ordre géopolitique***

Il faut entendre ordre en plusieurs sens : classement des pays ou des régions du monde dans des compétitions, classification dans des catégories, ordonnancement dans des espaces, ... autant de façons de voir aujourd'hui la cohorte de nations et civilisations qui occupent la planète.

Tout d'abord, la crise sanitaire est venue changer les choses au niveau des deux nations qui se disputent le leadership mondial : les États-Unis, lourdement atteints par la pandémie, avec une société de plus en plus divisée, semblent durablement sur le déclin ; tandis que la Chine, donnant l'impression de mieux maîtriser la situation, étend son hégémonie ; mais elle n'apparaît pas pour autant un modèle pour le monde, affectée par son image d'autoritarisme et de falsification.

D'autres pays de plus petite taille ont su lutter efficacement contre la pandémie et donnent une image très positive d'eux-mêmes : pays asiatiques (Corée du Sud, Taiwan) et pays nordiques et de culture germanique en Europe. Ils étaient déjà des exemples de réussite économique et sociale avant la pandémie ; ils ont conforté leur position. Les pays du Sud de l'Europe ont eu plus de difficulté – parmi ceux-ci, il y a la France, risquant fort de se compter parmi les « losers » du processus darwinien évoqué plus haut (scénario 2). On verra aussi sur les autres continents des contrastes entre « gagnants » et « perdants », dépendant beaucoup de la qualité de la gouvernance à l'œuvre dans les contextes nationaux.

De manière générale, on peut penser que la « puissance » d'un pays va dépendre de moins en moins de son poids économique, ni même de sa force de frappe commerciale ou militaire. Mais bien plus de sa capacité de rayonnement par ses valeurs, ses accomplissements, de son « soft power », suivant l'expression consacrée en géostratégie.

Au niveau des grandes régions du monde, les besoins de protection détermineront les comportements et les mouvements de rapprochement et d'éloignement. Certains pays seront enclins à des réflexes protectionnistes et nationalistes. D'autres seront poussés à s'unir ou à s'allier. Ainsi il est probable que les pas accomplis en Europe pour plus d'intégration seront suivis d'autres, sans doute avec un noyau de pays plus restreint, et dans une configuration de cercles de plus ou moins grande intégration – tout en proposant, peut-être, au monde un modèle inspirant pour l'avenir. On verra peut-être bien aussi plus

d'intégration dans le Monde Arabe autour de l'idée de l'Umma, et même au Moyen Orient dans la ligne du rapprochement entre Israël et des pays de la péninsule arabique. En Afrique, les rapprochements devraient se faire autour des communautés sous régionales déjà en place sur les plans commerciaux, économiques et monétaires. Mais de fortes pressions migratoires à travers le continent et au-delà – en Méditerranée notamment – seront inéluctables.

Les pays tentés par des aventures prédatrices, ou engagés dans des comportements voyous rompant les règles du jeu international, tireront parti du désordre mondial et auront le temps de déstabiliser le monde ou la région concernée. Avant d'être incités à rentrer dans le rang.

Enfin, après une période d'effacement, les organisations internationales seront inéluctablement appelées à se réinventer ou d'autres se mettront en place, avec des moyens de coercition plus forts, précisément à des fins de protection – ou d'expérimentation – plus efficaces. Que ce soit pour des opérations de police internationale, d'action humanitaire, ou d'aménagement de la planète.

+++

Les éléments de prospective qui précèdent sont inspirés par une vision de l'humanité qui la voit progresser à travers des épreuves – et la Covid en constitue une, inédite et redoutable. Le Récit du XXIème siècle proposé par Thierry Gaudin et son équipe en 1990 prévoyait la poursuite de la « société du spectacle » de l'époque jusqu'en 2020, puis suite à des crises multiples, le passage à une « société d'enseignement » appelée à durer plusieurs décennies (jusqu'en 2060). La société qui se profile – de protection/expérimentation -- semble un peu différente. Il s'agit plus d'une « **société d'apprentissage** » dans l'inconnu. Et, de fait, on revient aux fondamentaux de l'éducation des enfants et des jeunes : pour les faire grandir et libérer leur créativité, il faut à la fois les protéger avec affection et les laisser expérimenter avec confiance.





## Exercice de prospective post pandémie

### A quoi peut ressembler le monde d'après ?

#### Évidences et questions (\*)

30 janvier 2021

## Introduction

Nous voici au terme de notre exercice prospective post pandémie.

La première phase consacrée au diagnostic a permis de penser et de discerner les traces que va laisser le choc brutal sur l'humanité toute entière qu'a provoqué la crise sanitaire. Nous avons répertorié ces traces dans diverses catégories : anthropologique, économique, sociale, politique, et géopolitique<sup>60</sup>.

Dans un deuxième temps, nous nous sommes engagés dans l'élaboration de scénarios sur les évolutions à moyen terme (3 à 5 ans) que pourraient connaître les sociétés, et plus particulièrement la société française<sup>61</sup>. Nous avons retenu quatre scénarios - « Rebond » dans lequel il n'y a pas de facteurs d'aggravation de la situation et les plans de relance répondent aux attentes ; « Divergence », scénario « au fil de l'eau » qui décrit un processus darwinien qui affecte les économies et les sociétés, « Effondrement » qui se caractérise par une déstabilisation de l'ensemble des nations et, enfin, « Bifurcation » dans lequel les

---

(\*) Ce texte a été rédigé par Jean-Éric Aubert (président de la SFP), Christine Afriat et Jacques Theys (Vice présidents)

<sup>60</sup> Voir note de mai et juin 2020 « Prospective post pandémie : à quoi peut ressembler le monde d'après ? »

<sup>61</sup> Voir note de la SFP du 25 octobre 2020 « Covid 19 -- A quoi peut ressembler le monde d'après ? Quelques scénarios proposés par la SFP.

sociétés humaines changent significativement (sinon radicalement) de modes de développement et dans lequel de nouvelles formes de coopération internationale s'instaurent.

L'exercice de prospective effectué a mis en évidence que tous les scénarios sont possibles et qu'il est vital de se préparer en conséquence.

Cette pandémie mondiale met en évidence un monde inquiétant sur de nombreux plans :

- Incertitudes sanitaires majeures aussi longtemps que des vaccins ne sont pas largement diffusés, et la survenue rapide d'autres pandémies est très possible ;
- Tensions sociales résultant de mesures autoritaires, de la montée du chômage, de la croissance des inégalités ;
- Transformations climatiques profondes avec les dérèglements qui vont avec ;
- Risques de catastrophes financières du fait des montagnes de dettes accumulées ;
- Perturbations géopolitiques majeures avec l'affirmation de mouvements national-populistes.

Quant à la France, nous ne pouvons que constater qu'elle est affaiblie, endettée, fragilisée, vulnérable, impuissante à certains égards. Depuis mars 2020, l'État a débloqué des moyens considérables pour lutter contre l'épidémie de Covid-19 et ses impacts sur l'économie française. Mais quand sera-t-il demain ?

C'est pourquoi, avant de se lancer dans des rêves d'avenir, nous devons donner un sens à ce qu'il se passe ici et maintenant.

Nous avons choisi de structurer cette dernière partie dans un premier temps autour d'une synthèse des grands enseignements ou évidences que nous pouvons tirer de cette crise sanitaire inédite. Nous en avons retenu une douzaine.

### ***Évidences***

*Première crise globale de l'anthropocène*

*Déficit majeure d'anticipation*

*La vie plus forte que l'économie*

*Un choc darwinien*

*Prégnance des technologies numériques*

*La France vulnérable et dépendante*

*Etat indispensable et défaillant*

*Hypothèque sur le développement économique à court terme*

*Coopération internationale capitale mais en échec*

*Redistribution des cartes géopolitiques*

*Des tabous tombés*

*Anxiété généralisée*

Dans un second temps, nous nous sommes interrogés sur la nature même de la crise sanitaire en nous demandant si elle allait induire une bifurcation significative par rapport aux évolutions que l'on pouvait imaginer avant qu'elle se produise ou n'être qu'un épiphénomène dans l'histoire de l'humanité ?

En effet, la sortie de crise qu'il va falloir négocier, dans des conditions difficiles de gestion de court et de moyen termes, peut prendre deux directions. Soit permettre d'exploiter des opportunités de changement en mettant à bas des pans entiers de l'ordre ancien ? Soit remobiliser les outils économiques et financiers de notre monde d'avant sans changer beaucoup les modes de vie et les trajectoires des économies et des sociétés ?

Notre réflexion couvre à la fois l'aspect global et national. Nous avons identifié quinze questions auxquelles les réponses qui seront apportées à l'avenir détermineront les conditions de sortie de crise.

Pour la société française, elles détermineront la trajectoire sur laquelle elle évoluera : trajectoire s'inscrivant dans l'un des scénarios décrits dans la deuxième partie de notre exercice, à savoir « Rebond, Divergence, Effondrement, Bifurcation ».

### ***Interrogations***

*La pandémie va-t-elle durer ?*

*Une crise financière mondiale va-t-elle survenir ?*

*L'Europe restera-t-elle unie dans les temps troublés à venir ?*

*La nation française gardera-t-elle une certaine cohésion ou sera-t-elle déstabilisée ?*

*De quel Etat avons-nous besoin ?*

*Vers quelle société allons-nous ? Plus individualiste ? Plus solidaire ?*

*Une autre économie est-elle possible ?*

*Faut-il laisser le numérique se développer sans régulation ?*

*Comment s'armer face aux risques ?*

*Vers une délégation du pouvoir aux experts ?*

*Comment combler les fossés entre générations creusés par la crise sanitaire ?*

*Démondialisation ou renforcement de l'intégration mondiale ?*

*Extension ou pas des compétences européennes et internationales en matière de santé et de gestion des risques ?*

*Le système alimentaire mondialisé pourra-t-il à terme être repensé ?*

*Une nouvelle hiérarchie des nations ?*

## I – Evidences

### 1) *La première crise globale de l'anthropocène, annonciatrice d'autres crises écologiques futures*

L'émergence du virus - liée aux perturbations des écosystèmes et de la biodiversité -, la rapidité et la géographie de sa diffusion (résultant des formes et structures mondiales de la mobilité), et son impact planétaire (tous les pays sont touchés sanitaire et économiquement) font de cette épidémie du COVID la première crise vraiment globale de la phase actuelle de l'anthropocène. L'humanité se découvre vulnérable, alors qu'elle se croyait toute puissante. C'est une certaine forme de mondialisation et de rapport à la nature qui est remise en cause. Le choc du virus fait, en même temps prendre conscience de ***l'urgence d'une transition écologique*** face aux risques de catastrophe liés, notamment au changement climatique et à la perte de biodiversité.

### 2) *Un déficit majeur d'anticipation – notamment en France*

L'épidémie a pris de court la plupart des pays, mais elle a montré en même temps l'importance de l'anticipation – avec des pays qui ont réussi à la contrôler grâce à une bonne préparation et une capacité à tirer les leçons des pandémies précédentes. La France fait partie des pays dans lesquels ce déficit de préparation est apparu avec le plus d'évidence, notamment à travers la question des masques. Mais au-delà de cette question précise, la crise a aussi mis en évidence une faiblesse générale de nos moyens d'anticipation allant bien au-delà du domaine de la santé, avec un désinvestissement massif dans la prospective publique et, à une échelle plus globale, une culture de plus en plus dominée par le présentisme et la réactivité à court terme.

### **3) *La vie plus forte que l'économie et la place centrale de la santé et du « care » dans les sociétés de demain***

Pendant toute l'année 2020 les systèmes de soin et d'aide à la personne se sont placés au centre des préoccupations sociales, déterminant la conduite des politiques publiques (en fonction du nombre de lits en réanimation), conduisant à un investissement sans précédent dans les vaccins, justifiant les restrictions de liberté, modifiant les systèmes de valeur et les rapports à l'âge, à la dépendance, à la mort, mais aussi à l'économie .... Au-delà des nécessités liées à la lutte contre le virus, c'est en effet la première fois que la vie a été explicitement considérée comme plus importante que l'économie – avec le « Quoi qu'il en coûte » ... Nous avons aussi découvert l'importance des travailleurs qui, souvent dans l'ombre, prennent soin d'autrui et assurent des activités sans lesquelles la survie serait impossible. Il est probable qu'à partir de cette expérience, toutes les sociétés de demain devront accorder à la santé et au « care » une place majeure.

### **4) *Un choc darwinien***

Comme tous les chocs majeurs, la crise du COVID a mis à l'épreuve les capacités d'adaptation de ceux qui y ont été exposés - individus, groupes sociaux, secteurs ou entreprises économiques, institutions et responsables publics ou privées, Etats, pays - ... Elle a globalement renforcé ceux qui étaient déjà les plus forts et affaibli encore plus les plus faibles. Les personnes âgées, les métiers dévalorisés, les travailleurs indépendants, les petits commerces, les salariés des industries ou secteurs menacés de fermeture, les entreprises les plus fragiles, les étudiants les plus précaires, les mal-logés, les pays les plus pauvres et vulnérables ... ont vu et vont continuer à voir leur situation se détériorer considérablement. Inversement les GAFAS, les pays bénéficiaires de la mondialisation (Asie, Scandinavie ...), les cadres en télétravail, les actionnaires, les pays les plus performants et les moins endettés ... vont tirer un bénéfice substantiel de cette crise. Renverser cette tendance ne va pas être évident dans un contexte d'endettement massif aussi bien public que privé.

### **5) *L'affirmation des technologies numériques comme outils d'une action de plus en plus à distance***

On le savait déjà, mais l'épidémie a confirmé de manière éclatante toutes les potentialités des outils numériques comme supports d'une action devant se faire de plus en plus à distance et ceci dans tous les domaines, le travail, le commerce, l'éducation, la communication, les loisirs, la sécurité - et demain la santé, les déplacements ou le tourisme virtuel et la culture -. La crise aura ainsi considérablement accéléré les perspectives de développement déjà anticipées dans tous ces domaines – avec des conséquences sur l'emploi, la compétition entre pays, régions ou entreprises, les stratégies d'innovation, mais aussi les modalités d'apprentissage, les modes de vie, la localisation de l'habitat ou les formes de travail. Il s'agit d'une bifurcation majeure dont les conséquences devront aussi être anticipées et débattues.

### **6) *La France particulièrement vulnérable et dépendante***

Si tous les pays de la planète ont été touchés par l'épidémie, certains l'ont été beaucoup plus que d'autres. Avec plus de 70000 décès, la France fait partie de la dizaine de pays

particulièrement affectée par l'épidémie – en proportion de sa population - et de la manière la plus précoce. Cela est lié en large partie aux différentes formes de vulnérabilités que la crise permis de mettre en évidence et qui lui sont en partie spécifique : un positionnement géographique et central dans les échanges internationaux (transports aériens, tourisme ...), une forte dépendance économique pour des biens essentiels – médicaments, masques ..., une spécialisation et une fragilité du tissu économique qui l'ont tout particulièrement exposée (tourisme, aviation, culture, petit commerce ...), une faiblesse de la culture scientifique et du risque .... Réduire ces vulnérabilités ou dépendances et accroître la résilience face aux risques majeurs qui nous attendent va s'imposer comme une priorité politique des années à venir.

#### **7) *L'Etat à la fois indispensable et défaillant***

L'épidémie a mis à l'épreuve la capacité des différents Etats, mais aussi des pouvoirs locaux ou des sociétés civiles, à s'organiser et à décider dans une situation de crise majeure. On a pu ainsi comparer l'efficacité des systèmes institutionnels existant dans les différents pays. Plus encore en France qu'ailleurs l'Etat a affirmé dans cette crise son rôle historique de protecteur et de garant de la sécurité collective – multipliant ses interventions et ses mesures de soutien -. Mais cela n'a fait en même temps que mettre en évidence ses défaillances, son indécision, son inefficacité dans la mise en œuvre pratique des moyens, sa lourdeur bureaucratique et procédurale, son fonctionnement en silos et sa distance par rapport au terrain ... Si la nécessité de tirer les leçons de ces succès et de ces échecs pour accélérer la réforme de l'Etat va s'imposer, il n'est pas sûr cependant que la crise aura permis de mettre en évidence un modèle clairement plus efficace et démocratique que les autres dont la France pourrait à l'évidence s'inspirer, les pays fédéraux très décentralisés n'ayant pas eu nécessairement des résultats plus probants que ceux plus centralisés. Le problème est plutôt celui d'une gouvernance multi échelle organisant la coopération de tous les niveaux – du mondial au local et mobilisant la société civile-. Il faudra aussi s'interroger sur une dépendance à l'Etat qui dans notre pays prend une forme presque pathologique.

#### **8) *Une hypothèque majeure sur le développement économique à court et long terme***

Malgré les sommes énormes mises dans le soutien aux économies et à la relance il est certain que l'épidémie aura des conséquences majeures sur la croissance économique et l'emploi en 2021 et 2022 .... Et nul ne peut dire ce qu'il en sera à moyen terme – avec des taux d'endettement publics et privés historiquement aussi élevés qu'à la sortie des grandes guerres mondiales, et des changements structurels dans la « division internationale du travail » et les chaînes de valeur qui sont difficiles à anticiper-. Comme après la crise de 2008, le bon équilibre entre soutien aux secteurs ou entreprises menacés et innovation dans des activités nouvelles ne sera pas facile à trouver.

#### **9) *Une coopération internationale à la fois capitale et mise en échec***

Face à la globalité de cette crise, c'est toute l'humanité qui s'est trouvée dans la nécessité de se mobiliser et de coopérer pour trouver des solutions. Cette coopération a connu à la fois des succès – notamment pour la recherche de vaccins ou, en Europe, pour le financement de la dette – et des échecs, avec des comportements égoïstes des différents pays, des conflits pour l'accès aux masques ou médicaments, une contestation de l'OMS ... Mises au défi de

s'adapter pour répondre aux défis de l'épidémie et de ses conséquences les institutions internationales, qu'elles soient sanitaires, politiques ou économique financières l'ont fait de manière plus ou moins efficace. Mais la crise a montré que la coopération entre pays est capitale et que leur intervention est, dans cette perspective, indispensable. Leur rôle devra donc être repensé, notamment pour aider les pays du sud les plus vulnérables à surmonter les conséquences économiques et humaines de l'épidémie.

#### **10) Une redistribution des cartes au niveau géopolitique**

Par son caractère global l'épidémie du coronavirus redistribue les cartes au niveau géopolitique, redéfinissant les liens de dépendance, la nature des risques majeurs, les hiérarchies entre Etats, les lignes frontières, les solidarités entre pays voisins ou à l'échelle internationale, mais aussi le rôle des organisations internationales, des grands acteurs privés ou de l'Europe. Le Monde d'après l'épidémie s'en trouvera profondément bouleversé. D'ores et déjà on constate qu'elle aura renforcé la coopération des pays d'Asie (Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) autour de la Chine) ou conduit à un changement de cap majeur à l'échelle européenne (avec la monétarisation de la dette par la Banque Européenne, le New Deal et l'abandon implicite de la règle des 3%). S'est aussi affirmée la volonté des grandes entreprises mondiales – du numérique, de la finance, de la santé ou de l'assurance de s'impliquer de manière croissante dans les enjeux collectifs liés à la globalisation.

#### **11) Des Tabous qui sont tombés, porteurs de nouveaux espoirs**

Les changements majeurs intervenus dans la politique européenne ou dans celle de la Banque centrale à propos de la dette illustrent une autre conséquence de l'épidémie qui aura été la remise en cause d'un certain nombre de tabous, d'idées reçues ou de comportements culturels – à propos du fonctionnement de l'économie, mais aussi de beaucoup d'autres sujets, tels que, par exemple, les délais de production des vaccins, le besoin de certitudes scientifiques pour agir, la place de la mort dans la société, l'impossibilité de changer les comportements ... Il est difficile de savoir aujourd'hui si cette crise aura ainsi des répercussions durables sur les visions du monde et les cultures et quelle sera l'ampleur du choc qu'elle aura produit. Mais il est certain qu'elle aura ouvert des possibilités de remises en cause, de bifurcations et d'innovations qu'il s'agira demain d'exploiter le mieux possible.

#### **12) Une forte anxiété et incertitude sur le futur, accentuée par une culture du risque insuffisante**

Venant après la crise de 2008, plusieurs années de craintes liées au climat, et un débat amorcé sur le thème de l'effondrement, l'épidémie du coronavirus a, dès son démarrage début 2020, plongé le monde dans un climat d'anxiété et d'angoisse collective sur l'avenir qui n'a fait progressivement que se renforcer. Le manque d'évidences scientifiques absolues, les incertitudes sur la durée de l'épidémie et les craintes sur la possible relance de l'économie laissent penser que cette inquiétude sera durable – quelle que soit la rapidité de la vaccination. Venant s'ajouter, en France, à une tendance déjà ancienne au pessimisme et à la défiance vis-à-vis des autres ou des institutions, ce sentiment dominant risque à la fois de remettre en cause la vision du progrès, de renforcer l'anomie sociale, d'inhiber les possibilités futures d'action et peut-être de conduire à la violence. C'est aussi une façon de

de percevoir les risques et une culture d'adaptation et de résilience face au risque et à l'incertitude qui sont en jeu. Ces conséquences psychologiques de la crise actuelle ne doivent absolument pas être sous estimées – car c'est sans doute de la possibilité de transformer cette anxiété en projet positif - en projet pour le « monde d'après » - que vont dépendre en grande partie les suites de l'épidémie actuelle. Et ce sera probablement l'enjeu politique majeur de réussir cette transformation - à côté d'un accroissement des sécurités collectives et des capacités de résilience de la société -.

## II - Questions

### A. D'un point de vue global, approfondissements des crises ou apaisements ?

#### ***1) La pandémie va-t-elle durer ? Combien de temps ? Sous quelle forme ?***

Ces questions ne semblaient pas très pertinentes vers la fin de l'année 2020, ou du moins semblaient pouvoir recevoir des réponses à peu près sûres. Avec l'arrivée des vaccins, c'est une affaire de quelques mois, pensait-on ; l'été 2020 devait voir stopper la propagation du virus - dans les pays développés du moins -. Mais les choses ont changé avec l'apparition des variants (anglais, sud -africain, brésilien et autres à venir), dont il n'est pas sûr qu'ils seront couverts par les vaccins. De plus de nouvelles pandémies, générées par le changement climatique et les perturbations écologiques, peuvent apparaître.

#### ***2) Une crise financière mondiale va-t-elle survenir du fait du nombre important de liquidités versées et de dettes accumulées par les États pour faire face aux conséquences économiques et sociales de la pandémie ou peut-on anticiper peu de conséquences graves ?***

Un consensus semble s'établir chez les économistes pour penser que la pression ne devrait pas être trop forte pour le remboursement des dettes contractées pendant la lutte contre la pandémie, même si elles ont atteint des montants faramineux (120 pour cent du PIB en France). En revanche, la pression pourrait être beaucoup plus forte sur les dettes post pandémie, et donc rendre très difficiles les conditions d'une relance ou même plus simplement d'un pansement des plaies (chômage, faillites...) résultant de la crise. Une autre crainte est le risque d'inflation majeure avec une fuite devant la monnaie. L'énormité des liquidités déversées jusqu'à présent n'a pas généré d'inflation, sinon sur le prix des actifs financiers (obligations) et immobiliers, creusant encore plus les inégalités au bénéfice des riches. Mais une fuite devant les monnaies n'est pas à exclure, et sera très difficile à stopper par les gouvernements et les banques centrales - même coordonnées dans leurs actions -.

#### ***3) L'Europe restera-t-elle unie dans les temps troublés à venir ou bien se disloquera-t-elle ? L'euro restera-t-il une monnaie de référence ou bien la zone euro éclatera-t-elle ?***

Ces questions sont liées à la précédente. Dans quelle mesure la Banque Centrale Européenne va-t-elle continuer à monétiser les dettes des États ? On peut escompter que son



intervention s'arrête lorsque la pandémie sera endiguée, et alors que se passera-t-il ? Dans quelle mesure le pacte sur la mutualisation des dettes adopté au niveau de l'Union Européenne pour la relance, à l'initiative de la France et de l'Allemagne, va-t-il être étendu ? On peut craindre que les frictions entre pays « frugaux » et pays « dépensiers » ne resurgissent plus durement, et dans ce cas la France sera en difficulté, et manquera de poids pour défendre les intérêts des seconds. Dans quelle mesure l'Euro va-t-il résister si la situation s'envenime ? Si la zone euro éclate, on risque fort de se retrouver dans un grand désordre économique et monétaire très anxiogène. Qui risque de peser sur la stabilité de la nation française...

## **B. D'un point de vue national, replis ou expérimentations vers un nouveau modèle de société ?**

Selon la formule éculée, toute situation de crise offre une opportunité de changement. La pandémie et ses conséquences économiques et sociales, ainsi que le traitement adopté par les États, et l'État français en particulier, a suscité plutôt des réflexes de protection et de repli sur du connu et même sur des pratiques anciennes oubliées (confinements, couvre-feu). Mais elle suscite aussi des envies d'expérimentations pour des transformations profondes. D'où une série de questions et dilemmes auxquels est confrontée la société française et qui dérivent des observations faites dans la première section de cette note (« évidences »). Il convient, toutefois, de s'interroger avant toute chose sur la capacité de la nation à conserver un minimum de cohésion.

### ***4) La nation française gardera-t-elle une certaine cohésion ou sera-t-elle déstabilisée par des mouvements sociaux et politiques remettant en cause les pouvoirs et les institutions ?***

On connaît l'inflammabilité du corps social français - dont le mouvement des gilets jaunes a été la dernière illustration -. La contestation du pouvoir en place a été jusqu'à présent contenue du fait de la lutte contre la pandémie et des retenues qui l'accompagnent. Mais elle pourrait prendre de l'ampleur si cette lutte – et notamment la gestion des vaccins – apparaît mal conduite, si le sentiment d'infantilisation monte dans la population, si, la crise économique et sociale s'aggravant, des désordres s'installent... La perspective de l'élection présidentielle de 2022 pourrait aider à canaliser les revendications et tempérer leurs expressions, tout en permettant de réfléchir collectivement sur un nouveau modèle de société.

### ***5) De quel État avons-nous besoin ? Quelles réformes : recentralisation, planification et réforme de l'État ou redistribution des pouvoirs au profit des collectivités locales, de la société civile et du secteur privé ?***

L'appel à une nouvelle forme d'État providence a brutalement émergé de cette crise : l'État est devenu payeur, employeur, assureur... Les responsabilités considérables auquel il va devoir faire face implique une redistribution profonde des ressources et des pouvoirs. Avons-nous besoin d'un État réparateur ? Un État « hygiéniste » comme le dénomme Pierre Rosanvallon ? Un État stratège ? En même temps indispensable et critiqué, l'État peut-il

retrouver son efficacité en stoppant les tendances à son démembrement et rétablir sa fonction planificatrice - ou au contraire s'engager de manière beaucoup plus résolue le processus de décentralisation et de délégation à la société civile resté en France inachevé.

**6) *Vers quelle société allons-nous ? Plus individualiste ? Plus solidaire ?***

Tout en étant historiquement soucieuse de protections collectives (une sécurité sociale généreuse, des corporations multiples, des syndicats revendicatifs), la société française a évolué au fil des ans vers de plus en plus d'individualisme et de fragmentation. Dans le même temps, la crise a révélé l'importance des inégalités et fait percevoir le besoin de solidarité - besoin qui va se faire ressentir encore plus dans les années à venir vis-à-vis des personnes (jeunes, chômeurs, personnes fragiles) durement affectées par la crise. Ceci va-t-il se traduire par de nouvelles formes d'entraides, des programmes d'aides innovants, des rapprochements communautaires sur les territoires ? Et sur le plan budgétaire, ceci va-t-il entraîner des bouleversements importants dans la fiscalité - augmentation de la taxation des hauts revenus, des revenus du capital, des retraites... et dans l'allocation des ressources - rationalisation drastique des dépenses publiques ?

**7) *Une autre économie est-elle possible ? Relance économique par la croissance verte ou bifurcation vers une autre économie et le « monde d'après » ?***

Va-t-on inventer une économie différente ? Va-t-on (re)trouver certains bienfaits à la croissance ? Va-t-on aller vers une économie plus collaborative, solidaire, écologique, résiliente, créative - et une nouvelle division internationale du travail privilégiant les relations de proximité - ? Vers des valeurs plus immatérielles et de nouveaux systèmes monétaires ou d'économie contributive - fondés sur des échanges ou des modes de collaboration non marchands - ? Si chacun s'accorde en Europe pour dire que la sortie de crise passera par une intégration plus forte de l'environnement et des questions climatiques dans le développement futur, il existe une divergence majeure entre ceux qui pensent que l'enjeu va être d'accélérer la croissance des technologies vertes et ceux qui voient dans cette crise le déclencheur d'une nécessaire bifurcation vers une économie et une société profondément différente de celles qui existaient avant 2020.

**8) *Jusqu'au laisser le numérique se développer sans régulation ? Basculement dans le tout numérique, le virtuel et l'action à distance ou retour à plus de proximité et de relations humaines ?***

L'outil numérique est apparu comme un moyen de lutte contre la propagation du coronavirus, un outil de contrôle social, un substitut aux relations avec ses proches, une façon de maintenir une activité professionnelle... Faut-il développer toutes les potentialités ouvertes par le numérique – y compris en matière de relocalisation de l'habitat et de réduction de la mobilité – ou redonner la priorité aux relations physiques dans le travail, le commerce, les loisirs ... ? Plus précisément faut-il laisser le virtuel prendre de plus en plus de place ou favoriser et préserver les relations physiques entre les individus ? Quel nouvel équilibre trouver entre les deux, compte tenu de l'expérience acquise en 2020, et dans quelle mesure le choix est-il encore ouvert compte tenu des intérêts économiques en jeu ? Peut-on proposer de nouveaux modes de régulation qui devront accompagner la prégnance du

numérique dans notre société et celle du capitalisme numérique sur l'économie mondiale. Il s'agit, à l'évidence s'un choix de société majeur.

**9) Comment s'armer face aux risques ? Société hyper-sécuritaire ou « Société du risque » ?**

S'il est indispensable de mieux se prémunir contre les risques majeurs comparables à l'épidémie actuelle, cela doit-il conduire à renforcer dans tous les domaines la précaution et les mesures normatives de sécurité imposées par l'État ou aller plutôt vers une « société du risque » – telle que définie par Antony Giddens – distribuant les responsabilités, hiérarchisant les risques majeurs, réduisant les vulnérabilités essentielles et développant une culture du risque et de la résilience à tous les niveaux ? Comment définir un risque majeur ? Quelle culture du risque inventée ? Quelle gestion du risque proposer ? Comment réinventer des systèmes d'assurance publiques et privés ? Plus fondamentalement encore, faut-il s'armer face à un risque d'effondrement global et comment penser la résilience face à cela ?

**10) Délégation de pouvoir aux experts ou construction d'une « démocratie cognitive » ?**

Dans certains pays – comme la Suède, la Corée ou l'Allemagne – la crise a été gérée par des experts alors que dans d'autres ceux-ci ont été accusés de vouloir imposer des décisions non démocratiques en s'appuyant sur des connaissances scientifiques contestables. Sur quelles bases construire une « démocratie cognitive » associant science, politique et société qui soit compatible avec les urgences liées à la gestion de crise ?

**11) Comment combler les fossés qui se sont creusés entre générations ? Rapprochement ou aggravation ?**

Les jeunes relativement épargnés par la pandémie sur le plan sanitaire se sentent très pénalisés par les mesures de confinement prises principalement pour réduire la létalité qui touche principalement les anciens. Sur le plan cognitif les élèves et les étudiants voient leurs conditions d'apprentissage fortement affectées par les restrictions et la généralisation de l'éducation à distance qui, de plus, accroît les inégalités. Enfin les générations « covid » vont avoir durablement beaucoup de difficultés à trouver des emplois et développer leurs carrières. C'est pourquoi certains parlent de « générations perdues » et craignent qu'elles nourrissent de sérieux ressentiments à l'égard de celles qui les ont précédées. Comment éviter que les fossés se creusent plus encore ? Quelles mesures intergénérationnelles – financières ou autres – prendre ?

## **C. Mondialisation et géopolitique en question**

**12) Démondialisation ou renforcement de l'intégration mondiale ?**

Si les uns mettent en cause la mondialisation comme l'une des causes majeures de l'épidémie actuelle – mais aussi du changement climatique ou de la perte de biodiversité – d'autres y voient surtout la conséquence d'une régulation et d'une solidarité internationale notoirement insuffisantes. Dans quelle mesure le nouveau contexte géopolitique qui

émergera après la crise de la Covid permettra ou pas de trouver une solution à ce dilemme – et lequel ?

**13) *Extension ou pas des compétences européennes et internationales en matière de santé et de gestion des risques ?***

Jusqu'à présent les compétences en matière de santé et de gestion des risques sont restées essentiellement nationales et la Commission européenne comme l'OMS ont été maintenues dans un rôle relativement marginal – ou du moins sans moyens qui soient à la mesure des enjeux existants -. Si la crise du COVID a fait évoluer cette situation, des controverses subsistent sur les compétences nouvelles qui pourraient être transférées à ces niveaux supra-nationaux.

**14) *Le système alimentaire mondialisé pourra-t-il à terme être repensé ? Une approche territoriale systémique est-elle envisageable ?***

Les effets de la crise sanitaire, ayant entraîné une fragilité de certains modèles de production et circuits de distribution, ont contribué à refaire de l'alimentation un enjeu de société majeur. Les initiatives autour des circuits courts et de proximité et projets alimentaires territoriaux qui se multiplient, amorcent une transition vers des modèles plus résilients mais restent cependant encore éparpillés. Les comportements de consommation liés au confinement auront-ils des effets durables sur les modes de consommation futurs ?

**15) *Une nouvelle hiérarchie des nations ? Affrontement des puissances ou montée du soft power ?***

Une nouvelle perception de la puissance d'une nation pourrait se faire jour. Les pays qui auront su le mieux faire face à l'épidémie devraient s'imposer sur la scène internationale. Qu'en sera-t-il à l'avenir de la place des États-Unis, durement touchés par la Covid, avec une société divisée ? Comment la Chine peut continuer à étendre son influence dans le monde ? L'Union Européenne fera-t-elle preuve d'assez de solidarité pour faire face aux défis qui se présentent à elle et défendre des valeurs qui lui sont propres ?